



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 NOVEMBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 5th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents pour 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Alliance Advertising & Applied Arts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, de la cité de Westmount, Gaston Pouliot, Marcel Robitaille, avocats, Alcide Grenon, comptable, et Thérèse Jollette, sténographe, fille majeure, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de "Alliance Advertising & Applied Arts Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Alliance Advertising & Applied Arts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, of the city of Westmount, Gaston Pouliot, Marcel Robitaille, advocates, Alcide Grenon, accountant, and Thérèse Jollette, stenographer, spinster, all four of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act in the capacity of advertising agents and counsel, under the name of "Alliance Advertising & Applied Arts Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

American Spring Manufacturers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Louis Tessler, Bennie Tessler, manufacturiers, et John Schlesinger, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers de ressorts de lits, rembourreurs et marchands de meubles, sous le nom de "American Spring Manufacturers Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Béchar & Fortier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre, 1949, constituant en corporation: Aurèle Béchar, soudeur, Albert Fortier, machiniste, tous deux de Ste-Claire, et Roland Fortier, cultivateur, de St-Henri, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire tous genres de réparations à des moteurs; Exercer la profession de soudeur, sous le nom de "Béchar & Fortier Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 360 actions privilégiées de \$50 chacune, et 40 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Claire, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Citadel Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1949, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats, et Madeleine Bilodeau, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer de propriétés et de tous intérêts en icelles et entreprendre la construction la réparation, l'amélioration et la rénovation de propriétés immobilières, sous le nom de "Citadel Realty Co.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

American Spring Manufacturers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Louis Tessler, Bennie Tessler, manufacturers, and John Schlesinger, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bed spring manufacturers, upholsterers, furniture dealers, under the name of "American Spring Manufacturers Ltd.", with a capital stock of \$25,000 divided into 1,500 common shares of \$10 each, and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Béchar & Fortier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1949, incorporating: Aurèle Béchar, welder, Albert Fortier, machinist, both of Ste-Claire, and Roland Fortier, farmer, of St-Henri, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To undertake all kinds of repairs to motors; To carry on the trade of welder, under the name of "Béchar & Fortier Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 360 preferred shares of \$50 each, and 40 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Sainte-Claire, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Citadel Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, advocates, and Madeleine Bilodeau, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire and dispose of property and any interest therein, and to engage in the construction, repair, improvement and renovation of immoveable property, under the name of "Citadel Realty Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Dakar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1949, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en Loi du Roi, Beatrice Rabinovitch, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir et posséder un certain emplacement ayant front sur les rues St-Nicholas, St-Paul et Lemoyne, en la cité de Montréal, sous le nom de "Dakar Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

E. Beaudoin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: Anna Stella Bourdon, veuve d'Ernest Beaudoin, ménagère, Albert Beaudoin, gérant, et Roland-R. Beaudry, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre les cuirs de toutes sortes, et tous articles en cuir ou dérivés de ce produit, sous le nom de "E. Beaudoin Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Fraser Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1949, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, avocats, et Madeleine Bilodeau, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et disposer de propriétés et de tous intérêts en icelles et entreprendre la construction, la réparation, l'amélioration et la rénovation de propriétés immobilières, sous le nom de "Fraser Realty Co.", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Gagnon and Thibault Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Dakar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1949, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Beatrice Rabinovitch, secretary, spinster, both of the City of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to hold and own a certain emplacement fronting on St. Nicholas St., St. Paul St., and Lemoyne St. in the city of Montreal, under the name of "Dakar Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

E. Beaudoin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating Anna Stella Bourdon, housewife of Ernest Beaudoin, Albert Beaudoin, manager, and Roland R. Beaudry, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, leather of every kind, and any articles made of leather or derived from this product, under the name of "E. Beaudoin Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Fraser Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, incorporating: Sydney Lazarovitz, François Veilleux, advocates, and Madeleine Bilodeau, sténographe, all of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To acquire and dispose of property and any interest therein, and to engage in the construction, repair, improvement and renovation of immovable property, under the name of "Fraser Realty Co.", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Gagnon and Thibault Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Arsène Gagnon, chauffeur de taxi, Maurice Thibault, camionneur, tous deux de la ville de Duparquet, district judiciaire d'Abitibi et Richard Wesley Taylor, comptable, de la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de camionnage et de transport; faire le commerce de charbon, bois de chauffage et autres combustibles; effectuer des travaux d'excavation et autres choses semblables sous le nom de "Gagnon and Thibault Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Duparquet, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Hot Dogfritters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Lazarus Tinkoff, Arthur Levin, avocats, et Ernest Sabloff, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de "hot-dogs"; de machinerie, grains, céréales et de tous ingrédients se rapportant aux "hot-dogs", aux aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Hot Dogfritters Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Hub Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, et Beatrice Rabinovitch, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger ou faire toutes sortes d'affaires se rapportant au placement d'argent et à la vente de propriétés immobilières, sous le nom de "Hub Realty Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Arsène Gagnon, taxi driver, Maurice Thibault, trucker, both of the town of Duparquet, judicial district of Abitibi, and Richard Wesley Taylor, accountant, of the city of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on a haulage and transport business; to deal in coal, fire wood and other fuel products; to carry on excavation and similar work, under the name of "Gagnon and Thibault Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of Duparquet, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Hot Dogfritters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Lazarus Tinkoff, Arthur Levin, advocates, and Ernest Sabloff, notary, all of the City of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in hot-dogs; machinery, grain, cereals and all ingredients pertaining to hot-dogs, food and food-products, under the name of "Hot Dogfritters Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Hub Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Beatrice Rabinovitch, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To transact or carry on all kinds of business in relation to the investment of money and the sale of immoveable property, under the name of "Hub Realty Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

J. J. Vickers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: John Joseph Vickers, Harry Paul Bosshart, marchands, et Douglas Robert Duncan, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus, porcelaine, bijouterie, articles en métal, produits en bois, vêtements, nouveautés, aliments et produits alimentaires, sous le nom de "J. J. Vickers Ltd.", avec un capital de \$5,000 divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

J. J. Vickers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: John Joseph Vickers, Harry Paul Bosshart, merchants, and Douglas Robert Duncan, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics, chinaware, jewellery, metalware, woodenware, clothing, novelties, food, food products, under the name of "J. J. Vickers Ltd.", with a capital stock of \$5,000 divided into 5,000 shares of \$1.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

La Pâtisserie Régionale Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Jean Grenier, industriel, Auguste Godbout, négociant, et Charles-Eugène Roy, barbier, tous trois de Saint-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants de tous les produits alimentaires, sous le nom de "La Pâtisserie Régionale Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

La Pâtisserie Régionale Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, incorporating: Jean Grenier, industrialist, Auguste Godbout, merchant, and Charles-Eugène Roy, barber, all three of Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as dealers in all kinds of food products, under the name of "La Pâtisserie Régionale Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges, Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Le Centre Social de Desbiens Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: André Néron, employé de bureau, Azarias Tremblay, contremaitre, et Edmour Ouellet, marchand, tous de Desbiens, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être général de la population, sous le nom de "Le Centre Social de Desbiens Inc."

La présente corporation n'est pas autorisée à demander ni à obtenir des licences habituellement octroyées par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Emilien, Lac Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Le Centre Social de Desbiens Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: André Néron, office employee, Azarias Tremblay, foreman, and Edmour Ouellet, merchant, all of Desbiens, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To promote the general welfare of the population, under the name of "Le Centre Social de Desbiens Inc."

The present corporation is not authorized to apply for nor obtain a license usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Emilien, Lake Saint John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

**Les Articles de Médecine Inc.
Medical Use Supplies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1949, constituant en corporation: J.-Esdras Girard, agent d'affaires, J.-L. Gérard Boulet, professeur, et G.-Lucien-R. Plante, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et autrement transiger des articles nécessaires ou utiles aux médecins, aux hôpitaux, aux pharmaciens, sous le nom de "Les Articles de Médecine Inc."—"Medical Use Supplies Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

26014-o L. DÉSILETS.

**Les Articles de Médecine Inc.
Medical Use Supplies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented, by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of September, 1949, incorporating: J. Esdras Girard, business agent, J. L. Gérard Boulet, professor, and G. Lucien R. Plante, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in supplies required or used by doctors, hospitals and pharmacists, under the name of "Les Articles de Médecine Inc."—"Medical Use Supplies Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

26014 Deputy Attorney General.

Lucien Lamarre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1949, constituant en corporation: Laurier Méthot, Jean Lord Poissant, comptables, et Maurice Laverdure, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce général de ferronnerie et de quincaillerie, sous le nom de "Lucien Lamarre Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

26014-o L. DÉSILETS.

Lucien Lamarre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, incorporating: Laurier Méthot, Jean Lord Poissant, accountants, and Maurice Laverdure, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in ironware and hardware, under the name of "Lucien Lamarre Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

26014 Deputy Attorney General.

Marché Union Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1949, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats et Jessie Devine, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bouchers et épiciers, sous le nom de "Marché Union Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

26014 L. DÉSILETS.

Marché Union Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1949, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, and Jessie Devine, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and grocers, under the name of "Marché Union Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

26014-o Deputy Attorney General.

Masson Auto Électrique, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Gérard Ladouceur, garagiste, Paul Bourdage, commis et Jeannette Pépin, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce d'automobiles, camions, autobus, moteurs, engins, ainsi que toutes les pièces et accessoires, sous le nom de "Masson Auto Electrique, Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 communes actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Masson Auto Électrique, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Gérard Ladouceur, garage-keeper, Paul Bourdage, clerk, and Jeannette Pepin, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in automobiles, trucks, autobuses, motors, engines, and all parts and accessories, under the name of "Masson Auto Electrique, Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Masson Drive Yourself, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Gérard Ladouceur, garagiste, Paul Bourdage, commis et Jeannette Pépin, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de locateurs d'automobiles et véhicules de toutes espèces, sous le nom de "Masson Drive Yourself, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Masson Drive Yourself, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Gérard Ladouceur, garage-keeper, Paul Bourdage, clerk, and Jeannette Pépin, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lessors of automobiles and vehicles of every kind, under the name of "Masson Drive Yourself, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares, of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

**Noel Beauchamp & Charles Berger Cie Ltée
Noel Beauchamp & Charles Berger Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Gaston Pouliot, avocat, Notre-Dame de Grâce, Marcel-G. Robitaille, avocat, et Suzanne Léger, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer le commerce et l'industrie du vêtement, sous le nom de "Noel Beauchamp & Charles Berger Cie Ltée" — "Noel Beauchamp & Charles Berger Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des détenteurs d'actions de la compagnie n'excèdera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

**Noel Beauchamp & Charles Berger Cie Ltée
Noel Beauchamp & Charles Berger Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, incorporating: Gaston Pouliot, advocate, Notre-Dame de Grâce, Marcel G. Robitaille, advocate, and Suzanne Léger, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the clothing industry and business, under the name of "Noel Beauchamp & Charles Berger Cie Ltée" — "Noel Beauchamp & Charles Berger Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1000 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Orpheum Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Beatrice Rabinovitch, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, et posséder une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Orpheum Building Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Orpheum Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Beatrice Rabinovitch, secretary, spinster, both of the city of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to hold and own a certain immoveable property, under the name of "Orpheum Building Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Progress Cleaners & Dyers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Edward H. Ordell, commerçant, Charles Alexander Breckles, manufacturier, Ruth Potechin, ménagère, épouse séparée de biens de Edward H. Ordell et Dorothy Alberta Sandow, épouse séparée de biens de Charles Alexander Breckles, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de teinturerie et de nettoyage, sous le nom de "Progress Cleaners & Dyers Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Progress Cleaners & Dyers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September 1949, incorporating: Edward H. Ordell, trader, Charles Alexander Breckles, manufacturer, Ruth Potechin, housewife, wife separate as to property of Edward H. Ordell, and Dorothy Alberta sandow, wife separate as to property of Charles Alexander Breckles, housewife, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dyeing and cleaning, under the name of "Progress Cleaners & Dyers Inc.", with a capital stock of \$30,000. divided into 300 shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Schneider Garment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1949, constituant en corporation: Harry Schneider, administrateur, June Kirlin, Claire Taylor, sténographe, filles majeures, et Eva Cummings, sténographe, veuve tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, sous le nom de "Schneider Garment Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Schneider Garment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, incorporating: Harry Schneider, executive, June Kirlin, Claire Taylor, stenographer, spinsters, and Eva Cummings, stenographer, widow, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, under the name of "Schneider Garment Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000. divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Sillery Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1949, constituant en corporation: Robert Trudel, voyageur, de la cité de Québec, Claude Savard, commis, et Philippe-Auguste Savard, entrepreneur, ces deux derniers de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations de garagistes, sous le nom de "Sillery Auto Service Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Sillery Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, incorporating: Robert Trudel, traveller, of the city of Quebec, Claude Savard, clerk, and Philippe-Auguste Savard, contractor, these two latter of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business generally as garage-keeper, under the name of "Sillery Auto Service Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

St. Lawrence Ceramics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: Arthur P. Dodd, de Vernon, Colombie Britannique, Jean-J. Gourd, avocat, et Pauline Cabana, sténographe, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce, comme manufacturiers et marchands, de tous objets de céramique, de poterie et articles de toutes sortes pouvant servir à l'ameublement et à l'ornement, ou pouvant être utilisés dans toutes constructions publiques et privées, sous le nom de "St. Lawrence Ceramics Ltd.", avec un capital de \$600,000 divisé en 6,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

St. Lawrence Ceramics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating: Arthur P. Dodd, of Vernon, British Columbia, Jean J. Gourd, advocate, and Pauline Cabana, stenographer, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in all kinds of ceramic and pottery ware and articles of all kinds capable of being used for furnishing and decorating, or useful in all public and private buildings, under the name of "St. Lawrence Ceramics Ltd.", with a capital stock of \$600,000 divided into 6,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

St. Michel Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1949, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Moses Moscovitch, avocat et Margaret McMartin, fille majeure, commis tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains, bâtisses et propriétés immobilières;

Construire et réparer des bâtisses, sous le nom de "St. Michel Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

St. Michel Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1949, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Moses Moscovitch, advocate, and Margaret McMartin, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire land, buildings and immoveable property;

To build, repair buildings, under the name of "St. Michel Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 700 preferred shares of the par value of \$50, each, and 100 common shares of the par value of \$50, each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Tailleurs Joly Inc.
(Joly Tailors Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: J.-Rodrigue Joly, marchand tailleur, Dame Lorraine Aumont Joly, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rodrigue Joly, tous deux de la cité d'Outremont, et Marc Leroux, notaire, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de marchandises sèches, de produits textiles, merceries, chaussures, garnitures de maison, fournitures de tailleurs, sous le nom de "Tailleur Joly Inc."— "(Joly Tailors Inc.)", avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949:

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

Tailleurs Joly Inc.
(Joly Tailors Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating: J. Rodrigue Joly, merchant tailor, Dame Lorraine Aumont Joly, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Rodrigue Joly, both of the city of Outremont, and Marc Leroux, notary, of the Town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry-goods, textiles, haberdashery, footwear, household furnishings, tailors trimmings, under the name of "Tailleurs Joly Inc."— "(Joly Tailors Inc.)", with a capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

The Laurentide Dairy Products Corporation
La Corporation des Produits Laitiers
Laurentide

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1949, constituant en corporation: Robert Laffeur, avocat, Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Marcel Gaboury, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et tous les produits et sous-produits dont le lait est une partie constituante; de tous produits alimentaires, sous le nom de "The Laurentide Dairy Products Corporation"— "La Corporation des Produits Laitiers Laurentide", avec un capital de \$500,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 19,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

The Laurentide Dairy Products Corporation
La Corporation des Produits Laitiers
Laurentide

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1949, incorporating: Robert Laffeur, advocate, Marcelle Flamand, stenographer, spinster, both of the city of Outremont, and Marcel Gaboury, advocate, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in milk and all products and by-products derived from milk; and in all food products, under the name of "The Laurentide Dairy Products Corporation"— "La Corporation des Produits Laitiers Laurentide", with a capital stock of \$500,000 divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 19,600 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Turcotte Lumber Val d'Or Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1949, constituant en corporation: Lorenzo Turcotte, industriel, Albert Turcotte, contremaître, et J.-Arthur Gagnon, comptable, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Turcotte Lumber Val d'Or Limited", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Turcotte Lumber Val d'Or Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1949, incorporating: Lorenzo Turcotte, industrialist, Albert Turcotte, foreman, and J. Arthur Gagnon, accountant, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants and dealers in building requisites, under the name of "Turcotte Lumber Val d'Or Limited", with a capital stock of \$200,000 divided into 2000 shares of \$100 each.

Le siège de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014 Deputy Attorney General.

Yale Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1949, constituant en corporation: Bernard Diamond, Louis Orenstein et Bernard S. Mergler, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de terrains, immeubles, bâtisses et propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Yale Holdings Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3486 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26014 L. DÉSILETS.

Yale Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1949, incorporating: Bernard Diamond, Louis Orenstein and Bernard S. Mergler, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in lands, real estate, buildings and immoveable property of all kinds, under the name of "Yale Holdings Ltd.", with a capital stock of \$200,000. divided into 1,000 preferred shares of \$100. each, and 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3486 Park Avenue, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26014-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Aldo Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 octobre 1949, changeant le nom de la compagnie "Algiers Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 juin 1947, en celui de "Aldo Restaurant Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 19 octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Aldo Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of September, 1949, changing the name of the company "Algiers Inc.", incorporated by letters patent dated June 25th, 1947, to that of "Aldo Restaurant Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Autobus Saguenay, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 septembre 1949, changeant le nom de la compagnie "Autobus et Taxis, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 juillet 1925, en celui de "Autobus Saguenay, Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 19 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Autobus Saguenay, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Autobus et Taxis, Limitée", incorporated by letters patent dated July 24th, 1925, to that of "Autobus Saguenay, Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Chardo Industries Limited Les Industries Chardo, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

Chardo Industries Limited Les Industries Chardo, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 6 octobre 1949, à la compagnie "Chardo Silverware, Ltd"—"La Compagnie d'Argenterie Chardo, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1946, sous le nom de "Chardo, Ltd"—"Chardo, Ltée", et par lettres patentes supplémentaires en date du 6 décembre 1948, changeant ce dernier nom au nom susdit de "Chardo Silverware, Ltd"—"La Compagnie d'Argenterie Chardo, Ltée", changeant de nouveau son nom en celui de "Chardo Industries Limited"—"Les Industries Chardo, Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 6 octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Governor of the Province of Quebec, to the company "Chardo Silverware, Ltd.—"La Compagnie d'Argenterie Chardo, Ltée", incorporated by letters patent dated the 7th day of June 1946, under the name of "Chardo, Ltd.—"Chardo, Ltée", and by supplementary letters patent dated the 6th day of December, 1948, changing this latter name to the aforesaid name "Chardo Silverware, Ltd"—"La Compagnie d'Argenterie Chardo, Ltée", again changing its name into that of "Chardo Industries Limited"—"Les Industries Chardo, Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 septembre 1949, à la compagnie "Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd.", ratifiant son règlement N° 1A augmentant son capital-actions de \$50,000 à \$100,000 par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gatineau Lumber & Builders Supply Ltd.", ratifying its by-law No. 1A, increasing its capital stock from \$50,000 to \$100,000 by the creation of 500 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Hinda Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1949, changeant le nom de la compagnie "Hinda Chenilles Incorporated", incorporée par lettres patentes en date du 2 mai 1947, en celui de "Hinda Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

Hinda Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Hinda Chenilles Incorporated", incorporated by letters patent dated May 2, 1947, into that of "Hinda Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 11th day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

La Compagnie C. A. Cayouette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 septembre 1949, à la compagnie "La Compagnie C. A. Cayouette Limitée", ratifiant son règlement N° 21 étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

La Compagnie C. A. Cayouette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "La Compagnie C. A. Cayouette Limitée", ratifying its by-law No. 21, extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Nachlas Zkeinim Inc.
(Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuf septembre

Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Nachlas Zkeinim Inc.
(Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

1949, changeant le nom de la corporation "B. & S. Steinhouse & Nachlas Zkeinim Inc."—"B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 20 mars 1939, en vertu de la troisième partie de ladite Loi, en celui de "Ladies Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Nachlas Zkeinim Inc." (Ladies Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

L. Dupont Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er octobre 1949, changeant le nom de la compagnie "Dupont et Perrault Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mai 1948, en celui de "L. Dupont Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 1er octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

L'Édifce Montmorency Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 octobre 1949, changeant le nom de la compagnie "Financial Building Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 janvier 1929, en celui de "L'Édifce Montmorency Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 6 octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Le Sanatorium St-Jean

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite loi (S.R.Q. 1941, chapitre 276), des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 octobre 1949, changeant le nom de la corporation "Sanatorium de Macamic", constituée par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi et datées du 8 mai 1947, en celui de "Le Sanatorium St-Jean".

Daté du bureau du Procureur général, le 17 octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Les Ateliers de St-Anselme Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 septembre 1949, à la compagnie "Les Machineries de Chez Nous Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1949, ratifiant: 1° son règlement N° 2 augmentant le nombre de ses direc-

changing the name of the corporation "B. & S. Steinhouse & Nachlas Zkeinim Inc."—"B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.", incorporated as such under the provisions of Part III of the said Act by letters patent dated March 20, 1939, into that of "Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Nachlas Skeinim Inc." (Ladies' Auxiliary of the B. & S. Steinhouse & Home for the Aged Inc.).

Dated at the office of the Attorney General, the 29th day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

L. Dupont Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the first day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Dupont et Perrault Limitée" incorporated by letters patent dated May 12th, 1948, to that of "L. Dupont Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

L'Édifce Montmorency Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Financial Building Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd of January, 1929, into that of "L'Édifce Montmorency Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Le Sanatorium St-Jean

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of October, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with the provisions of section 2, of the said Act, (R.S.Q., 1941, chapter 276), changing the name of the corporation "Sanatorium de Macamic", incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act, and dated the 8th of May, 1947, into that of "Le Sanatorium St-Jean".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Les Ateliers de St-Anselme Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Machineries de Chez Nous Limitée", incorporated by letters patent dated the 1st of March, 1949, ratifying: 1.) its by-law No. 2 increasing the number of its directors from three (3)

teurs de trois (3) à neuf (9); 2° son règlement N° 3 étendant ses pouvoirs; 3° son règlement N° 4 changeant son nom en celui de "Les Ateliers de St-Anselme Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 26 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt septembre 1949, changeant le nom de la compagnie "Montreal Floor and Wall Tile Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 4 juin 1927, en celui de "Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

Paramount Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trois octobre 1949, changeant le nom de la compagnie "Paramount Coated Fabrics Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du 22 janvier 1946, en celui de "Paramount Fabrics Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

**Quincaillerie & Matériaux de Construction
Montréal-Sud Ltée
Montreal-Sud Hardware & Building
Supplies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 septembre 1949, changeant le nom de la compagnie "Quincaillerie & Matériaux de Construction St-Georges Ltée"—"St-Georges Hardware & Building Supplies Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 août 1949, en celui de "Quincaillerie & Matériaux de Construction Montréal-Sud Ltée"—"Montreal Sud Hardware & Building Supplies Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 19 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-0 L. DÉSILETS.

**Secrétariat des Syndicats Catholiques
de Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 octobre 1949, à la corporation "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc.", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi, ratifiant son Règlement Spécial "A" étendant

to nine (9); 2.) its by-law No. 3 extending its powers; 3.) its by-law No. 4 changing its name into that of "Les Ateliers de St-Anselme Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Montreal Floor and Wall Tile Inc.", incorporated by letters patent dated June 4th, 1927, into that of "Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 20th of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

Paramount Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Paramount Coated Fabrics Ltd.", incorporated by letters patent dated January 22, 1946, into that of "Paramount Fabrics Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

**Quincaillerie & Matériaux de Construction
Montréal-Sud Ltée
Montreal-Sud Hardware & Building
Supplies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Quincaillerie & Matériaux de Construction St-Georges Ltée"—"St-Georges Hardware & Building Supplies Ltd.", incorporated by letters patent dated the 11th of August, 1949, into that of "Quincaillerie & Matériaux de Construction Montréal-Sud Ltée"—"Montreal-Sud Hardware & Building Supplies Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

**Secrétariat des Syndicats Catholiques
de Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of October, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc.", incorporated under Part III of the said Act, ratifying its Special By-law "A" extending its powers by increasing

ses pouvoirs en portant de \$200,000.00 à \$1,000,000.00 le montant auquel seront limités les biens immobiliers que ladite corporation pourra désormais posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

Tyrol Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douze septembre 1949, à la compagnie "Tyrol Sportswear Ltd.", ratifiant son règlement N° 25 augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$60,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et de 300 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, lesquelles actions privilégiées seront sujettes aux droits, privilèges, limitations et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

United Store Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un septembre 1949, à la compagnie "United Store Equipment Inc.", ratifiant son règlement N° 24 augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000 par la création de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

Val Hughes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize septembre 1949, à la compagnie "Montreal Blouse Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du 9 juillet 1941, ratifiant son règlement N° 23: a) changeant son nom corporatif en celui de "Val Hughes Inc."; b) augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$60,000 par la création de 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015 L. DÉSILETS.

**Volcano (Service) Limitée
Volcano (Service) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 septembre 1949, changeant le nom de la compagnie "Volcano Sales Limited",

from \$200,000 to \$1,000,000 the amount to which the immovable property which the said corporation may henceforth hold is limited.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Tyrol Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tyrol Sportswear Ltd.", ratifying its by-law No. 25 increasing its authorized capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 100 additional common shares of \$100 each and 300 additional preferred shares of \$100 each, which preferred shares shall be subject to the rights, privileges, limitations and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th of September 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

United Store Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Store Equipment Inc.", ratifying its by-law No. 24 increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 600 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 21st day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

Val Hughes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Blouse Ltd.", incorporated by letters patent dated July 9, 1941, ratifying its by-law No. 23: a) changing its corporate name to that of "Val Hughes Inc."; b) increasing its authorized capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015-o Deputy Attorney General.

**Volcano (Service) Limitée
Volcano (Service) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirtieth day of September, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Volcano Sales Limited", incor-

constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 octobre 1945, en celui de "Volcano (Service) Limitée" — "Volcano (Service) Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 30 septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26015-o L. DÉSILETS.

porated by letters patent dated October 19, 1945, to that of "Volcano (Service) Limitée" — "Volcano (Service) Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,
26015 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1200

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT certains actes administratifs du ministère de la Chasse et de la Pêche.

CONCERNANT la défense de chasser le chevreuil dans les comtés de Vaudreuil et de Soulanges.

ATTENDU QUE le chevreuil existe en très petite quantité dans les comtés de Vaudreuil et de Soulanges;

ATTENDU QUE la défense de tuer la femelle de ce mammifère et la courte saison annuelle de chasse de quinze jour n'y ait pas, dans cette région, produit de résultats probants;

ATTENDU QUE les conseils de comtés de Vaudreuil et de Soulanges ont passé une résolution à cet effet;

Vu le paragraphe 1^o de l'article 65 des Statuts refondus de Québec, 1941:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

Qu'à partir du 1er novembre 1949, pour une période de cinq (5) ans, jusqu'au 1er novembre 1954, il soit défendu de chasser le chevreuil dans les comtés de Vaudreuil et de Soulanges, le tout sous peine de l'amende prévue par la Loi et, à défaut de paiement de l'amende, de l'emprisonnement.

CONCERNANT la Réserve de chasse et de pêche des Schick Schocks.

ATTENDU QU'IL existe actuellement au nord et à l'est du Parc de la Gaspésie une certaine étendue de territoire qui est un excellent habitat pour le caribou;

ATTENDU QU'IL importe de protéger le troupeau restant de ce mammifère maintenant, seul vestige au sud du St-Laurent d'une population autrefois nombreuse;

ATTENDU QU'IL y a dans ce territoire plusieurs beaux lacs et rivières poissonneux et que le paysage en général y est d'une beauté remarquable;

Vu l'article 65 des Statuts refondus de Québec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

1^o QUE tout le territoire suivant, à savoir: la partie du canton Joffre à l'est de la rivière Cap Chat et au nord du subside (free hold) de la compagnie Hammermill, la partie du canton Faribault à l'ouest de la rivière Grande Cascapédia au nord du subside (free hold) détenu par

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1200

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the ban on hunting deer in the counties of Vaudreuil and Soulanges.

WHEREAS a very small number of deer exist in the counties of Vaudreuil and Soulanges;

WHEREAS the ban on killing the female of this mammal and the short yearly hunting season of fifteen days, in this district, have not produced the desired results;

WHEREAS the councils of the counties of Vaudreuil and Soulanges passed a resolution to this effect;

PURSUANT to paragraph 1, of section 65 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT on and from the 1st day of November, 1949, for a period of five years, up to the 1st day of November, 1954, it be prohibited to hunt deer in the counties of Vaudreuil and Soulanges, the whole subject to the fine provided for in the Act, and failing payment of the fine, to imprisonment.

CONCERNING the Hunting and Fishing Reserve of Schick Schocks.

WHEREAS there actually exists on the north and east of the Gaspesian Park a certain tract of territory which is an excellent habitat for caribou;

WHEREAS it is essential to protect what is left of the herd of this mammal, last vestige in the South St. Lawrence of a once numerous population;

WHEREAS in the said territory there are many lovely lakes and rivers teeming with fish and the landscape in general is of remarkable beauty;

PURSUANT to section 65 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS CONSEQUENTLY ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1. That the following territory, to wit: that part of the township Joffre east of the Cap Chat River and north of the freehold of the Hammermill Company, that part of the township Faribault west of the Grande Cascapédia River north of the free hold held by Mr. Edouard

monsieur Edouard Lacroix, exception faite de la partie arpentée du rang un (I), la partie du canton Courcelette non déjà incluse dans le Parc de la Gaspésie, exception faite de la partie arpentée des rangs A et B ainsi que du terrain arpenté situé au sud du ruisseau Côté. Les parties des cantons Lapotardière, Boisbuisson, y compris le Lac Claude, et Larivière, non déjà incluses dans le Parc de la Gaspésie, soit en tout une superficie de deux cent quatre vingt dix sept (297) milles carrés, soit constituée en Réserve de chasse et de pêche, sous le nom de Réserve de Chasse et de Pêche des Schick Schocks;

2° QU'il soit tout spécialement défendu d'y chasser, tuer ou prendre tout gibier, animal ou oiseaux sauvages quelconques, d'hui au premier novembre 1954;

3° QUE le port d'armes soit prohibé dans tout le territoire;

4° QUE personne n'ait le droit de pêcher dans les eaux de ladite Réserve sans un permis spécial émis par le Ministre de la Chasse et de la Pêche ou par l'un des officiers autorisés par le département;

5° QUE tout pêcheur soit en outre assujéti à tous autres règlements relatifs à ladite Réserve et qui pourront être mis en force après avis régulier dans la *Gazette officielle de Québec*;

6° QUE le personnel des barrières, ainsi que les gardes-chasse et les gardiens soient autorisés à perquisitionner les voitures quand la chose semblera nécessaire, et à confisquer le poisson, le gibier ou les agrès de pêche ou de chasse de toute personne qui n'aura pas observé les présents règlements ou tous autres qui pourront être adoptés par la suite;

7° QUE les chefs d'exploitation de bois, les contre-maîtres, les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs d'opérations forestières, les exploitants de mines, ainsi que leurs employés, ne puissent pêcher ou faire pêcher dans les limites de cette Réserve sans avoir préalablement obtenu un permis;

8° QU'il soit strictement défendu:

a) de pénétrer dans les Réserve sans s'enregistrer à l'une des barrières et sans y déclarer l'endroit et la durée de son séjour;

b) de stationner, camper ou s'établir ailleurs qu'aux endroits établis à cette fin;

c) de poser des affiches quelconques, dans aucun endroit de la Réserve, sans une permission écrite du département;

d) de chasser dans les limites de la Réserve, ou d'y avoir des armes à feu ou des pièges en sa possession;

e) de pêcher dans la Réserve sans être muni du permis de pêche général de résident ou de non-résident, et sans avoir obtenu le permis spécial d'un dollar (\$1.) par jour de pêche;

9° QUE les lois générales relatives à la pêche et à la protection contre le feu s'appliquent à la Réserve, indépendamment des présents règlements;

10° QUE les gardes-chasse, garde-feu et garde-pêche aient le devoir d'exiger la production des permis de toute personne séjournant ou de passage dans ladite Réserve;

11° QUE toute personne de passage ou séjournant dans la Réserve soit tenue responsable de tout dommage qu'elle aura pu causer par le feu ou autrement;

12° QUE personne n'ait le droit de s'établir sans titre dans la Réserve, pour quelque raison que ce soit, et les gardes-chasse, garde-pêche et garde-feu soient autorisés à détruire les campements érigés sans permis;

Lacroix, with the exception of the surveyed part of range one (1), that part of the township Courcelette not already included in the Gaspesian Park, with the exception of the surveyed part of ranges A and B as well as the surveyed terrain situate south of the "Côté" stream. The parts of the townships Lapotardière, Boisbuisson, including Lake Claude, and Larivière, not already included in the Gaspesian Park, namely a superficial area of two hundred and ninety-seven (297) square miles, be constituted a hunting and fishing reserve, under the name of the Hunting and Fishing Reserve of Schick Schocks;

2. THAT it be most especially prohibited to hunt therein, kill or take any game, animal or wild birds whatsoever, from now until the first of November 1954;

3. THAT carrying fire-arms be prohibited through the whole territory;

4. THAT no one be allowed to fish in the waters of the said Reserve without a special permit issued by the Minister of Game and Fisheries or by one of the officers authorized by the Department;

5. THAT any angler be moreover subject to all other regulations respecting the said Reserve and which may be enforced after due notice in the *Quebec Official Gazette*;

6. THAT the staff at the gates, as well as the game-wardens and rangers be authorized to search vehicles when deemed necessary, and to confiscate the fish, game, fishing tackle or hunting gear of any one who has not observed the present regulations or any others which may be adopted hereafter;

7. THAT the heads of lumbering operations, the foremen, contractors or sub-contractors of lumbering operations, operators of mines and also their employees, are not allowed to fish or have fishing done within the limits of the said Reserve without having previously obtained a permit;

8. THAT it be strictly prohibited:

a) to enter the Reserve without registering at one of the gates and without declaring where and how long he will stay;

b) parking, camping or settling elsewhere than at the places established for such purpose;

c) affixing signs whatsoever, anywhere within the Reserve, without a written permission from the Department;

d) hunting within the limits of the Reserve, or having firearms or traps in his possession;

e) fishing within the Reserve without a general fishing permit or a resident or non-resident permit, and without having obtained the special permit of one dollar (\$1) per each fishing day;

9. THAT the general laws respecting Fishing and Fire-Protection apply to the Reserve, irrespective of the present regulations;

10. THAT the Game-Wardens, Fire Rangers and Fishery-Overseers be duty bound to exact the showing of permits from everyone sojourning in or travelling through the said Reserve;

11. THAT every person travelling through or sojourning in the Reserve be held responsible for any damage caused by him through fire or otherwise;

12. THAT no person shall have the right to settle without title within the Reserve, for any reason whatsoever, and the game-wardens, fishery-overseers and fire rangers be authorized to destroy any camping sites erected without permit;

13° QUE personne ne soit autorisé à servir comme guide dans la Réserve sans avoir préalablement été assermenté comme garde-pêche, garde-chasse ou garde-feu;

14° QUE toute contravention aux présents règlements soit punissable sommairement d'une amende, en sus des frais, de pas moins de cinq dollars (\$5.) et de pas plus de cinquante dollars (\$50.), ou à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze (15) jours au moins et de trois (3) mois au plus, tel que prévu à l'article 76 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

26019-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

13. THAT no person be authorized to act as guide in the Reserve without having previously been sworn in as fishery-overseer, game warden or fire ranger;

14. Any infringement of the present regulations shall be summarily punishable by a fine, over and above costs, of not less than five dollars (\$5) and not more than fifty dollars (\$50), or, failing payment, to imprisonment of not less than fifteen (15) days and not more than three (3) months, as provided for by section 76 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941.

26019 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1197

Québec, le 27 octobre 1949

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil
Section "D"

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1197

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council
Part "D"

CONCERNANT une correction du décret relatif aux épiciers-bouchers dans la cité de Joliette.

CONCERNING a correction of the decree relating to the grocers and butchers in the city of Joliette.

ATTENDU QUE le Syndicat catholique et national des employés épiciers et bouchers de Joliette Inc., partie contractante de deuxième part à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946 et amendements, relatif aux épiciers-bouchers dans la cité de Joliette, a été autorisé par l'honorable secrétaire de la province, en date du 9 janvier 1948, à changer son nom en celui de "Syndicat catholique et national des employés du commerce de Joliette".

WHEREAS "Le Syndicat catholique et national des employés épiciers et bouchers de Joliette Inc.", contracting party of the second part to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946, and amendments, relating to the grocers and butchers in the City of Joliette, has been authorized by the Honourable Secretary of the Province, on January 9, 1948, to change its name into that of "Syndicat catholique et national des Employés du Commerce de Joliette."

ATTENDU QU'un avis à ce sujet, a dûment été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 17 janvier 1948;

WHEREAS a notice to that effect has been duly published in the Quebec Official Gazette, issue of January 17, 1948;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1336 soit corrigé comme suit:

THAT the said decree, number 1336, be amended as follows:

Le nom de la partie contractante de deuxième part est radié et remplacé par le suivant: "Le Syndicat catholique et national des employés du commerce de Joliette".

The name of the contracting party of the second part is deleted and replaced by the following: "Le Syndicat Catholique et national des employés du commerce de Joliette".

(Document "D" annexé à l'arrête)
A. MORISSET,
26018-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "D" annexed to the Order)
A. MORISSET,
26018-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1197

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil
Section "B"

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1197

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council
Part "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the mechanical engineering industry in the district of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction et de la Réparation mécanique de la région de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 septembre 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 973 soit modifié comme suit:

Le paragraphe "c" de l'article VII est radié et remplacé par le suivant:

"c) Au terme de son apprentissage tout apprenti a droit à une augmentation de 10% sur le salaire de l'apprenti de 4ème année et à une deuxième augmentation de 10% après une période additionnelle de pas moins de six mois. Au terme de ce deuxième 10%, l'apprenti doit subir un examen devant le bureau des examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classifié compagnon ou demeure apprenti de 4ème année, deuxième 10%. Cet examen peut être répété à toutes les périodes additionnelles d'une année d'apprentissage."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

26018-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1197

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 septembre 1949;

ATTENDU QUE les objections formulées contre l'approbation des modifications proposées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa "b" du paragraphe "1" de l'article X-A intitulé "Congés annuels payés" est remplacé par le suivant:

of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Comité paritaire de l'Industrie de la Construction et de la Réparation mécanique de la région de Québec for the purpose of amending the decree number 973 of June 30, 1948, and amendments, relating to the mechanical engineering industry in the district of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 17, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 973, be amended as follows:

Subsection "c" of section VII is deleted and the following substituted therefor:

"c) At the expiration of his apprenticeship period every apprentice is entitled to an increase of 10% on the wages of the fourth-year apprentice, and to a second 10% increase after an additional period of not less than six months. Thereafter, the apprentice shall sit for an examination before the board of examiners. According to the result of the said examination the apprentice is classified as journeyman or remains fourth-year apprentice, second 10%. Such examination may be repeated after every additional apprenticeship period of one year."

(Document "B" annexed to the Order)

26018-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1197

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3519 of September 24, 1940, relating to the dress industry in the Province of Quebec, and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 3, 1949;

WHEREAS the objections made against the approval of the draught amendments have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1. Paragraph "b" of subsection 1 of section X-A, headed "Annual Vacation with Pay" is replaced by the following:

"1-b) Si le salarié n'a pas terminé une année de services continus à l'emploi de son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de 5-12 de journées de travail qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur."

2° Le dernier alinéa du paragraphe "9" de l'article X-A est radié et remplacé par le suivant: "L'employeur doit faire parvenir, avec son rapport mensuel de la liste de paye à ladite Commission conjointe, sur des formules fournies à cet effet, les renseignements ci-haut mentionnés et tout autre renseignement que ladite Commission conjointe peut juger nécessaire concernant les vacances payées, la rémunération de congédiement ou de départ volontaire et des jours de fête payés prévus à l'article XV-A du présent décret."

3° L'article XI est modifié en remplaçant les mots "Comité conjoint", apparaissant à la septième ligne, par les mots "Commission conjointe", et en ajoutant audit article le nouvel alinéa suivant:

"Le ou avant le 10 de chaque mois, chacune des personnes ci-haut mentionnées qui donne ou reçoit du travail doit fournir au bureau de ladite Commission conjointe un rapport de ce travail reçu ou donné le mois précédent sur des formules mises à sa disposition par ladite Commission conjointe, lequel rapport renfermant les renseignements que la Commission conjointe peut juger nécessaires."

4° La phrase suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa "b" du paragraphe "2" de l'article XII:

"Avant que le travail ne soit donné, un échantillon dûment estampillé et certifié doit en être fourni à la Commission conjointe. Tous ces échantillons sont retournés dans un délai de 10 jours; si la Commission conjointe décide de les garder, elle les paiera au prix régulier de vente au marchand de détail."

5° A l'alinéa "b" du paragraphe "4" de l'article XII, les mots "ou ne fait pas le travail dans son atelier" sont insérés après les mots "n'a pas d'atelier", apparaissant à l'avant-dernière ligne et la phrase suivante est ajoutée à la fin dudit alinéa:

"Les taux à la pièce payés, à l'atelier" désignent "les taux à la pièce" payés et établis dans l'atelier du propriétaire de la marchandise ou dans des ateliers semblables pour des quantités normales fabriquées par le personnel régulier dudit atelier dans l'exécution d'opérations normales, et ne désignent pas les taux à la pièce payés ou établis pour une quantité limitée fabriquée par un ou plusieurs employés déterminés."

6° Les alinéas "c" et "d" du paragraphe 4 de l'article XII sont remplacés par les suivants:

"c) Nonobstant toute autre disposition du présent décret, le travailleur à domicile ne doit jamais recevoir moins que les taux minima mentionnés aux articles VIII et IX du décret majorés de 10%, et les taux à la pièce doivent constituer un salaire au moins égal à celui qu'entraînent ces minima, le tout cependant, sujet aux alinéas "a" et "b" du paragraphe "4" du présent article XII."

"d) Nonobstant toute infraction aux dispositions du présent décret, et tout particulièrement au présent article XII, ou à toute loi, l'employeur doit néanmoins, dans tous les cas, payer au travailleur à domicile les taux gagnés tels que prévus dans cet article."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

"1-b) If the employer has not yet completed a year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many 5-12's of working days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer."

2. The last paragraph of subsection 9 of section X-A is deleted and replaced by the following: "The employer shall file with his monthly payroll report to the said Joint Commission, on forms provided therefor, the information above specified and such other information as the said Joint Commission may deem advisable, both with respect to vacation with pay, quittance pay, and to those paid legal holidays provided in section XV-A of the present decree."

3. Section XI is amended by changing the words "Joint Committee" in the 4th and 5th lines thereof, and substituting therefor the words "Joint Commission", and by adding thereto the following new paragraph:

"On or before the 10th day of each month, any of the above mentioned persons who gives and/or receives the work, must file at the office of the said Joint Commission, a report of the said work given or received the preceding month, on forms provided by the said Joint Commission and containing such information as the Joint Commission may deem advisable."

4. The following clause is added at the end of paragraph "b" of subsection 2 of section XII:

"A sample of the work duly marked and certified must also be supplied to the Joint Commission prior to the giving of the work. All samples so supplied shall be returned to the owner within a period of ten days or, at the option of the Joint Commission, retained by it upon payment of the regular selling price thereof to the retail merchant."

5. Paragraph "b" of subsection "4" of section XII is amended by inserting the words "or does not make the work in his shop" after the words "has no shop", and by adding thereto the following sentence:

"Piece work rates paid in the shop" shall mean "piece work rates" paid and established in the shop of the owner of the goods or in shops comparable thereto for normal quantities made by the regular working staff of the said shop in the course of normal operations, and shall not mean a piece work rate paid or established for a limited quantity made by a particular employee or employees."

6. Paragraphs "c" and "d" of subsection 4 of section XII are replaced by the following:

"c) Notwithstanding anything contained herein or elsewhere in this Decree, in no case shall the homeworker receive less than the minimum wages as provided in sections VIII and IX of the decree increased by 10% and no piece work rates shall be fixed which do not yield at least these minimum wages, the whole, however, subject to paragraphs "a" and "b" of subsection "4" of this section XII."

"d) Notwithstanding any violation of any of the provisions of this decree, and particularly of this section XII, and/or any law, the employer must nevertheless, in all cases, pay the homeworker the wages earned as provided in this section XII."

(Document "B" annexed to the Order)

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1198

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, par l'entremise de leurs délégués au Comité de Négociations, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements.

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 septembre 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

1° L'article 5 est abrogé.

2° L'article 10 est modifié comme suit:

L'opération 16-6 devient l'opération 16-5.

3° L'article 11 est modifié comme suit:

L'opération 112-6 devient l'opération 112-5;

L'opération 113-6 devient l'opération 113-5.

4° L'article 12 est modifié comme suit:

L'opération 240-5 est remplacée par la suivante: "240-5 Gouger l'entre-semelle, la demi-entre-semelle, la plateforme."

L'opération 243-6 devient l'opération 243-5;

L'opération 247-6 devient l'opération 247-5;

L'opération 258-6 devient l'opération 258-5.

5° L'article 13 est modifié comme suit:

A l'opération 301-5A sont ajoutés après le mot "première", les mots suivants: "Pointer à la crampe le contrefort à la première. Cette opération comprend en plus: trier les formes."

L'opération 309-6A devient l'opération 309-5A;

L'opération 310-5 devient l'opération 310-5A;

A l'opération 313-1, sont ajoutés, après le mot "tige", les mots suivants: "pointer, deux pointes, à la cambure, pour le montage du bout, sur l'automatique."

En remplaçant l'opération 315-2 par la suivante: "315-2—Envelopper la plateforme ou monter la bande, procédé "Korker" ou "California". Cette opération comprend: redresser la bande";

Note: L'opération "redresser la bande" tombe sous la classification 315-2, lorsque l'employé qui redresse la bande, la fixe à la plateforme soit à la colle, à la crampe ou autrement.

Poser une bande crêpe gaufré, autour d'une semelle plateforme, par-dessus la bordure."

En ajoutant l'opération suivante:

"315-5A—Redresser la bande, procédé Korker ou California, lorsque l'opération se fait avec les mains, sans pinces, et que l'employé ne fixe pas la bande soit au ciment, à la crampe ou autrement."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1198

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the shoe industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province of Quebec, through their representatives on the Negotiations Committee, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3003 of July 31, 1946, and amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 24, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

1. Section 5 is deleted.

2. Section 10 is amended as follows:

Operation 16-6 becomes operation 16-5.

3. Section 11 is amended as follows:

Operation 112-6 becomes operation 112-5;

Operation 113-6 becomes operation 113-5.

4. Section 12 is amended as follows:

Operation 240-5 is replaced by the following: "240-5 Gouging middle sole, slip sole, platform."

Operation 243-6 becomes operation 243-5;

Operation 247-6 becomes operation 247-5;

Operation 258-6 becomes operation 258-5.

5. Section 13 is amended as follows:

In operation 301-5A, the following words are added after the word "insole": "Staple tacking counter to insole. This operation also includes: sorting lasts."

Operation 309-6A becomes operation 309-5A;

Operation 310-5 becomes operation 310-5A.

In operation 313-1, the following words are added after the word "snipping": "Tacking, two nails, on shank for toe lasting on automatic."

Operation 315-2 is replaced by the following: "315-2. "Covering platform or lasting wrapper, Korker or California process. This operation includes: straightening wrapper.

Note: The operation "straightening wrapper" is under the classification 315-2 when the employee who straightens the wrapper tacks it to the platform with cement, staple or otherwise.

Laying corrugated crêpe wrapper around platform sole, over the binding."

The following operation is added: "315-5A. Straightening wrapper, korker or California process, when operation is made by hand, without pliers, and when the operator does not tack the wrapper with cement, staple or otherwise."

L'opération 332-6 devient l'opération 332-5.

A l'opération 344-3 les mots "Ficher la semelle" sont remplacés par les mots "Ficher la semelle ou l'entresemelle."

L'opération 345-2 est remplacée par la suivante:

"345-2—Ficher la semelle, l'entresemelle ou la plateforme."

6° L'article 14 est modifié comme suit:

L'opération 403-6 devient l'opération 403-5;

L'opération 404-3 est remplacée par la suivante:

"404-3—Assembler la semelle, le talon cambrure ou la plateforme avant que la semelle ne soit posée à la chaussure. Cette opération comprend: Presser (ou marteler) la semelle, le talon cambrure, la plateforme, avant que la semelle ne soit posée.

Presser (ou marteler) la semelle complète comprenant la semelle, la plateforme, le talon cambrure, après qu'elle est posée à la chaussure.

Insérer la plateforme, seulement, dans la tige, procédé Korker ou California."

L'opération suivante est ajoutée:

"404-5A—Presser (ou marteler) la semelle, le talon cambrure, la plateforme, avant que la semelle ne soit posée."

L'opération 405-1 est remplacée par la suivante:

"405-1—Coudre, coller, cheviller, visser, clouer la semelle à la chaussure; poser la semelle, procédé California. Poser la semelle complète comprenant la plateforme, la semelle et le talon cambrure ou talon biseauté. Cette opération comprend en plus mouiller la semelle, couper les fils, remplir la bobine, cimenter ou poser le dissolvant."

L'opération 415-6A devient l'opération 415-5A;

L'opération 421-6A devient l'opération 421-5A;

7° L'article 15 est modifié comme suit:

L'opération 500-6A devient l'opération 500-5A;

L'opération 503-6A devient l'opération 503-5A;

A l'opération 510-5A sont ajoutés après le mot "enlevée", les mots suivants: "Consolider le talon déjà ajusté et fixé en place, au moyen de clous plantés à l'intérieur de la chaussure.

Note: Poser ou ajuster le talon cambrure sur la chaussure appartient à l'opération 422-1."

L'opération suivante est ajoutée:

"511-4A—Enlever le couvert de papier sur la tige lorsque cette opération n'est pas faite par le repasseur."

L'opération 513-6 devient l'opération 513-5;

L'opération 519-4 est remplacée par la suivante:

"519-4—Examiner, nettoyer ou réparer. Cette opération comprend en plus: pulvériser ou vernir."

L'opération 520-5 devient l'opération 520-5A.

8° L'article 17 est modifié comme suit:

A l'opération 600-A, sont ajoutés après les mots "coudre le revers au dessus" les mots suivants: "Couper en lisières, à la machine, cimenter et replier le roulé (stripping ou piping)."

Note: Le salarié qui fait du rempliage et cimente pour son rempliage appartient à la classe "A".

9° L'article 24 est modifié comme suit:

1. Le paragraphe "b" est remplacé par le suivant:

"b) Le salaire de cette semaine de vacances doit être de 4% du salaire reçu par le salarié dans la période du 1er janvier au 30 juin précédant les vacances."

Operation 332-6 becomes operation 332-5.

In operation 344-3, the words: "Laying sole" are replaced by the words "Laying sole or middle-sole".

Operation 345-2 is replaced by the following:

Laying sole, middle-sole or platform."

6. Section 14 is amended as follows:

Operation 403-6 becomes operation 403-5;

Operation 404-3 is replaced by the following:

"404-3. Assembling sole, wedge heel or platform before the fixing of the sole on the shoe. This operation includes: Pressing (or pounding) the sole, the shank heel, the platform before the fixing of the sole.

Pressing (or pounding) the entire sole, including the sole, the platform, the shank heel, after the fixing of the sole on the shoe.

Insert platform only in upper, Korker or California process."

The following operation 404-5A is added:

"404-5A. "Pressing (or pounding) sole, wedge heel, platform, before the fixing of the sole."

Operation 405-1 is replaced by the following:

"405-1. Sewing, cementing, pegging, standard screwing, loose nailing sole on shoe, fixing sole, California process; fixing complete sole including platform, sole and wedge or spring heel.

This operation includes also: wetting sole, cutting threads, filling bobbin, cementing or laying solvent."

Operation 415-6-A becomes operation 415-5-A;

Operation 421-6A becomes operation 421-5-A.

7. Section 15 is amended as follows:

Operation 500-6A becomes operation 500-5A;

Operation 503-6A becomes operation 503-5A;

In operation 510-5A, the following words are added after the word "screw": "final setting of heel already in place with nails driven through the inside of the shoe.

Note: Laying or adjusting of wedge heel on shoe belongs to operation 422-1."

The following operation is added: "511-4A.

Removing paper cover on upper when this operation is not made by the employee committed to the treeing."

Operation 513-6 becomes operation 513-5;

Operation 519-4 is replaced by the following:

"519-4. Examining, cleaning or repairing. This operation includes also: spraying or dressing";

Operation 520-5 becomes operation 520-5A.

8. Section 17 is amended as follows:

In operation 600-A, the following words are added after the words "sewing top facing": "list cutting on machine, cementing and folding the stripping or piping.

Note: The employee who does folding and cements for so doing belongs to class A."

9. Section 24 is amended as follows:

1) Subsection "b" is replaced by the following:

"b) The remuneration of this vacation week shall be 4% of the wages received by the employee during the period from January 1st to June 30 prior to the vacation."

2. Le deuxième alinéa du paragraphe "h" est remplacé par le suivant:

"La rémunération de cette 2ème semaine de vacances doit être de 4% du salaire reçu par le salarié pendant la période du 1er juillet au 31 décembre précédent les vacances."

10° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article 24:

"i) L'employeur peut calculer sa paie de vacances comme suit: vacances de juillet, 4% du salaire reçu par le salarié dans la période du 1er janvier au 31 mai précédant les vacances, plus 1/5 de ce montant pour couvrir le mois de juin; vacances des fêtes, 4% du salaire reçu par le salarié dans la période du 1er juillet au 30 novembre précédant les vacances, plus 1/5 de ce montant pour couvrir le mois de décembre. Cependant, le comité paritaire a le droit de vérifier la méthode de calcul de cette paie de vacances et peut l'approuver ou non, selon le cas."

11° L'article 34 est remplacé par le suivant: "Art. 34. Les salaires, qu'ils soient calculés suivant le taux horaire, suivant une base hebdomadaire, suivant un système à la pièce, ou tout autre mode, doivent être payés entièrement en deniers ayant cours légal dans cette province et régulièrement une fois la semaine ou une fois la quinzaine."

12° L'article 34A suivant est ajouté:

"Art. 34A. Le comité paritaire prépare les réclamations sur une période d'un mois, c'est-à-dire sur la période couverte par le rapport mensuel adressé au comité paritaire. Toutefois les réclamations sont établies, semaine par semaine, dans les cas suivants:

a) lorsque le manufacturier adresse au comité des rapports hebdomadaires au lieu de rapports mensuels;

b) dans tous les cas où il y a réclamations ou ajustements répétés;

c) lorsqu'il y a réclamation, sur la période d'un mois, la réclamation peut être établie, non pas sur le total du mois, mais sur chaque paie ou chaque semaine formant le mois, de façon qu'il n'y ait pas de compensation d'une semaine à l'autre.

Le comité paritaire peut, dans tous les cas où il le juge à propos, exiger des ajustements hebdomadaires, ainsi que la pénalité de 20% prévue par l'article 20, paragraphe "c", de la Loi de la convention collective.

13° A l'article 37, les mots "1er septembre 1949" et "1er septembre de l'année 1949" sont remplacés par "1er septembre 1950" et "1er septembre de l'année 1950".

14° Au paragraphe "c" de l'article 24, les mots "a droit à son 2%" sont remplacés par les mots "a droit à son 4%".

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

26042-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1198

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix milles de ses limites.

2) The second paragraph of subsection "h" is replaced by the following:

"The remuneration for that second vacation week shall be 4% of the wages received by the employee during the period from July 1st to December 31st prior to the vacation."

10. The following subsection "i" is added to section 24:

"i) The employer may compute the vacation pay as follows: July vacation, 4% of the wages received by the employee during the period from January 1st to May 31st prior to the vacation, plus 1/5 of such amount to cover the month of June; Winter vacation, 4% of the wages received by the employee during the period from July 1st to November 30 prior to the vacation, plus 1/5 of the total amount to cover the month of December. However, the Parity Committee has the right to check the method of computing this vacation pay and may approve it or not, as the case may be."

11. Section 34 is replaced by the following:

"Section 34. Wages, whether calculated on an hourly, weekly, piece-work or other basis, shall be paid entirely in currency, legal in this Province, and, regularly, once a week or once a fortnight."

12. The following section 34A is added:

"Section 34A. The Parity Committee shall extend the claims over a period of one month, i.e. over the period covered by the monthly report sent to the Parity Committee. However, claims shall cover week by week periods in the following cases:

a) when the manufacturer forwards weekly reports to the Committee, instead of monthly reports;

b) in all cases where claims and readjustments often occur;

c) when a claim is made for one month, it may be established, not on the total of the month, but on each pay or each week of the month, so as to avoid compensation from one week to the other.

The Parity Committee may, when deemed advisable, have weekly readjustments made and exact the 20% penalty stipulated in section 20, subsection "c", of the Collective Agreement Act."

13. In section 37, the words "September 1st, 1949" and "September 1st of the year 1949" are replaced by "September 1st, 1950" and "September 1st of the year 1950".

14. In subsection "c" of section 24, the words "is entitled to his 2%" are replaced by the words "is entitled to his 4%".

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

26042-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1198

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten miles from their limits.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements); le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender le décret numéro 99, du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 17 septembre 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 99, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "j" suivant est ajouté à l'article III:

"j) Le terme "mécanicien de machine Bonnaz à manette enclanchée (Frozen Handle Bonnaz Operator)" désigne toute personne qui voit seulement au fonctionnement d'une machine Bonnaz ayant une manette fixe ou enclanchée (frozen or locked handle)."

2° La cédule de salaires apparaissant au paragraphe "f" de l'article XI (Apprentis "mécaniciens bonnaz") est remplacée par la suivante:

	<i>par heure</i>
Premier semestre	\$0.35
Deuxième semestre.	0.41
Troisième semestre.	0.47
Quatrième semestre	9.53
Cinquième semestre.	0.60
Sixième semestre.	0.68
Septième semestre	0.75
Huitième semestre	0.85

3° Le paragraphe "g" suivant est ajouté à l'article XI:

"g) La période d'apprentissage des apprentis mécaniciens de machine Bonnaz à manette enclanchée est de deux ans et les salaires qui doivent leur être payés sont les suivants:

	<i>par heure</i>
Premier semestre	\$0.35
Deuxième semestre.	0.41
Troisième semestre.	0.47
Quatrième semestre	0.53
Après 24 mois d'apprentissage, le salarié devient un mécanicien qualifié et il doit recevoir un taux minimum de	0.60"

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XV concernant les vacances payées:

"Les deux premières semaines du mois de juillet de chaque année constituent la période des vacances. Aucun employeur ne doit faire exécuter du travail soumis à la juridiction industrielle de ce décret durant ladite période, et aucun salarié ne doit exécuter tel travail durant cette même période."

5° Les mots "industrie des accessoires de mode" sont substitués aux mots "industrie de la broderie" partout où l'on trouve ces derniers dans ledit décret et ses amendements.

6° La phrase suivante est ajoutée à la fin de l'article XVII:

"Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 99 of January 29, 1948, and amendments, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of September 17, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 99, be amended as follows:

1° The following subsection "j" is added to section III:

j) "A Frozen Handle Bonnaz Operator" means any person who is able to work only on a Bonnaz machine with a frozen or locked handle.

2° The wage scale contained in subsection "f" of section XI (Apprentice Bonnaz operator) is replaced by the following:

	<i>per hour</i>
First six months	\$0.35
Second six months	0.41
Third six months	0.47
Fourth six months	0.53
Fifth six months.	0.60
Sixth six months.	0.68
Seventh six months	0.75
Eighth six months	0.85

3° The following subsection "g" is added to section XI:

"g) Apprentice Frozen Handle Bonnaz Operators shall be graduated in two years on the following basis:

	<i>per hour</i>
First six months	\$0.35
Second six months	0.41
Third six months	0.47
Fourth six months	0.53
After completing 24 months of apprenticeship, the employee becomes a skilled operator and receives a minimum rate of	0.60"

4° The following paragraph is added to section XV concerning vacations with pay:

"The first two weeks of the month of July in each year shall constitute the vacation period, and no employer shall cause any work within the industrial jurisdiction of this Decree to be done during the said period, and no employee shall perform any such work during the said period."

5° The words "Fashion Accessories Industry" are substituted for the words "Embroidery Industry" wherever the latter are mentioned in said Decree and its amendments.

6° The following sentence is added at the end of section XVII:

"Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour."

(Document "D" annexed to the Order)

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation d'East Angus, Inc.", en date du 12 octobre 1949, dont le siège social est situé à East Angus, comté de Compton, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26020 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Travailleurs du Bois de Mont-Laurier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 mars 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26021-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 25 octobre 1949, les règlements généraux de la corporation "Initiatives de Saint-Pacôme", comprenant les articles 1 à 26 inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 octobre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26030-o JEAN BRUCHÉSI.

CRABTREE PLASTICS LIMITED

Règlement N° 4

pour augmenter le nombre des administrateurs

ATTENDU que les Lettres Patentes de la compagnie ont nommé quatre personnes comme administrateurs provisoires;

ATTENDU qu'il est jugé opportun d'augmenter le nombre des administrateurs;

A CES CAUSES, il est décrété, comme règlement de la compagnie, ce qui suit:

1. Le nombre des administrateurs est augmenté de quatre à cinq.

2. Le conseil d'administration pourra, entre la date de la confirmation de ce règlement et la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, élire comme administrateur un actionnaire de la compagnie dûment qualifié pour occuper cette charge.

Adopté, ce 20 octobre 1949.

Le Président,
JACQUES FONTAINE,
Le Secrétaire,
ÉMILIEN RACETTE.

26043-o

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation d'East Angus, Inc.", under date the 12th day of October, 1949, whereof the head office is at East Angus, county of Compton, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of October, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
26020 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Travailleurs du Bois de Mont-Laurier", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 17, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Mont-Laurier, county of Labelle.

JEAN BRUCHÉSI,
26021 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on October 25th, 1949, approved the general by-laws of the corporation "Initiatives de Saint-Pacôme" including articles 1 to 26 inclusively, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, October 26, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
26030 Under Secretary of the Province.

CRABTREE PLASTICS LIMITED

By-law No. 4

to increase the number of directors

WHEREAS the letters patent of the company have appointed four persons as provisory directors;

WHEREAS it is deemed expedient to increase the number of directors;

THEREFORE, the following is enacted a by-law of the company:

1. The number of directors is increased from four to five.

2. The board of directors may, between the date of the confirmation of the said By-law and the date of the annual general meeting of the shareholders, elect as a director one shareholder of the company duly qualified to hold this position.

Adopted, this 20th of October, 1949.

JACQUES FONTAINE,
President,
ÉMILIEN RACETTE,
Secretary.

26043

AVIS

CITÉ DE ROUYN
Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est par les présentes donné que les obligations émises par la Cité de Rouyn, sous l'autorité de son règlement N° 70, série "C", ont été désignées par le sort pour être rachetées au pair le 1er décembre 1949:

Dénomination de \$100: C-42, 43, 123, 155, 165, 208, 221, 235, 237, 245, 306, 311, 335, 355, 382.

Dénomination de \$500: D-19, 218, 252, 268, 501.

Dénomination de \$1,000: M-10, 39, 51, 93, 114, 172.

Donné à Rouyn, ce 29ième jour d'octobre, 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
26041-o . GÉRARD BEAUCHEMIN.

NOTICE

CITY OF ROUYN
County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given that the bonds issued by the City of Rouyn under the authority of its by-law No. 70, Series "C", have been drawn by lots for redemption at par on the 1st of December 1949.

Denomination of \$100: C-42, 43, 123, 155, 165, 208, 221, 235, 237, 245, 306, 311, 335, 355, 382.

Denomination of \$500: D-19, 218, 252, 268, 501.

Denomination of \$1,000: M-10, 39, 51, 93, 114, 172.

Given under my hand at Rouyn, this 29th day of October, 1949.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-treasurer.

L'ÉDIFICE COLOMB DE MONTMAGNY, LIMITÉE

Extrait du
Règlement N° XIV

Réduisant le nombre des directeurs
de cinq à trois

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la Compagnie comme suit: Un bureau de trois directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la Compagnie.

Que le règlement N° V soit modifié en conséquence.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
26044-o MAURICE BOULANGER, C.A.

L'ÉDIFICE COLOMB DE MONTMAGNY, LIMITÉE

Extract from
By-law No. XIV

Decreasing the number of directors
from five to three

Be it and it is hereby enacted as a by-law of the company, as follows:

A board of three directors will be elected annually from among the shareholders of the company.

That By-law No. V be amended to accord therewith.

Certified true copy.

26044 MAURICE BOULANGER, C.A.,
Secretary.

MONTREAL AMATEUR RADIO CLUB

Règlement spécial "A"

Concernant une augmentation du nombre des directeurs de la corporation de cinq à dix

"Jusqu'à nouvel ordre, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le bureau de direction sera composé de dix (10) directeurs."

Copie conforme certifiée. Montréal, 24 octobre 1949.

Le Secrétaire,
26045 ETHEL L. PICK.

MONTREAL AMATEUR RADIO CLUB

Special by-law "A"

Respecting an increase in the number of directors of the Corporation from five to ten

"Until changed in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, the Board of Directors shall consist of ten (10) Directors."

Certified a true copy. Montreal, October 24, 1949.

26045-o ETHEL L. PICK,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 28 octobre 1949, les règlements de la corporation "Montreal Hum Quong Yea Tong Society (Eastern Headquarters)", comprenant les articles 1 à 17 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 17 juillet 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 novembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26046-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of October 28, 1949, approved the by-laws of the corporations "Montreal Hum Quong Yea Tong Society (Eastern Headquarters)", comprising articles 1 to 17 inclusively, as adopted at the meeting held on July 17, 1949, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 3, 1949.

26046 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, à l'assemblée générale annuelle des membres du "Quarter Century Club of the National Breweries Limited" tenue à la Brasserie Dawes Black Horse, 740 rue St-Maurice, en la cité de Montréal, Québec, mardi le 31 mai 1949, le nom du club susdit a été, par une résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "Quarter Century Club of National Breweries Limited", et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des clubs de récréation, S.R.Q. 1941, chapitre 304.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 novembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26047 **JEAN BRUCHÉSI.**

UNITY BOYS' CLUB

Copie certifiée du règlement N° A

Règlement "A"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Unity Boy's Club:

1.— Le nombre des membres du bureau de direction du club sera et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à onze (11).

2.— Les règlements du club seront et ils sont, par les présentes, modifiés conformément au présent règlement".

Copie conforme certifiée d'un règlement adopté à l'unanimité à une assemblée des membres de Unity Boys' Club tenue en la cité de Montréal, le 7 septembre 1949.

Le Secrétaire,
26048 **W.-G. MOXLEY.**

**LA SOCIÉTÉ DES HOMMES D'AFFAIRES
DE L'EST DE MONTRÉAL**

Extrait du Règlement N° 28, tel qu'amendé, de la société précitée, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs à vingt-cinq:

"Le nombre des directeurs au Conseil sera de 25."

Copie certifiée conforme.

Le Président,
LUCIEN ROY.

Le Secrétaire,
CLÉMENT LIMOGES.

26049-o

ST-MAURICE FLYING SERVICES LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie St-Maurice Flying Services Limited dûment tenue le 1er août 1949:

Règlement numéro III

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs et, en conséquence, le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté de trois à quatre."

Le Président,
(Signé) **W. STANSFIELD.**

Le Secrétaire,
(Signé) **M. G. PRESTON.**

Extrait conforme certifié.

Par ordre du bureau de direction.

(Seau) **L'Assistant-secrétaire,
ROGER DESHAIES.**

26051

Notice is hereby given that, at the Annual General Meeting of Members of "Quarter Century Club of the National Breweries Limited", held at the Dawes Black Horse Brewery, 740 St. Maurice St. in the City of Montreal, Quebec, on Tuesday, the 31st day of May, 1949, the name of the aforesaid Club was, by a resolution duly adopted for such purpose, changed to that of "Quarter Century Club of National Breweries Limited", and such pursuant to the provisions of section 4 of the Amusement Clubs Act, R.S.Q. 1941, chapter 304.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 3rd, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
26047-o Under Secretary of the Province.

UNITY BOYS' CLUB

Certified copy of by-law No. A

By-Law "A"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the Unity Boys' Club:

1.— The number of the Board of Directors of the Club shall be and it is hereby increased from five (5) to eleven (11).

2.— The by-laws of the Club be and they are hereby amended in accordance with the present by-law".

Certified a true copy of a by-law unanimously adopted at a meeting of the members of the Unity Boys' Club, held at the City of Montreal on the 7th. of September, 1949.

W. G. MOXLEY,
26048-o Secretary.

**LA SOCIÉTÉ DES HOMMES D'AFFAIRES
DE L'EST DE MONTRÉAL**

Excerpt from By-law No. 28 as amended, of the aforesaid society, concerning the increase in the number of its directors, to twenty-five.

"The number of Directors on the Board shall be 25."

Certified True Copy.

LUCIEN ROY,
President.

CLÉMENT LIMOGES,
Secretary.

26049

ST-MAURICE FLYING SERVICES LIMITED

Extract from the minutes of a meeting of the directors of St-Maurice Flying Services Limited duly held on the 1st day of August, 1949:

By-law number III

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four directors and the number of directors is therefore hereby increased from three to four."

(Signed) **W. STANSFIELD,**
Chairman.

(Signed) **M. G. PRESTON,**
Secretary.

Certified a true extract.

By order of the Board.

(Seal) **ROGER DESHAIES,**
26051-o Acting Secretary.

THE THEMIS CLUB INCORPORATED

Règlement N° 6

Augmentant le nombre des directeurs
de neuf à onze

"Article VI — Bureau de direction — Le bureau de direction sera composé de onze membres."

Copie conforme certifiée, 27 juin 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
A. B. FLOWER.

26052

THE THEMIS CLUB INCORPORATED

By-law No. 6

Increasing the board of directors
from nine to eleven

"Article VI — Board of Directors — The Board of Directors shall consist of eleven members."

Certified a true copy, June 27, 1949.

A. B. FLOWER,
Secretary-Treasurer.

26052-o

COMPAGNIE DE BISCUITS AETNA LIMITÉE
AETNA BISCUIT COMPANY, LIMITED

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de la Cie de Biscuits Aetna Limitée dûment tenue mercredi le 19 octobre 1949:

"IL EST RÉSOLU:

De modifier le règlement N° 1 de la Compagnie en en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 5 qui se lit ainsi:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois actionnaires dûment qualifiés de la compagnie, et qui seront élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Les Directeurs resteront en fonctions tant qu'ils n'auront pas été remplacés;"

par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq actionnaires dûment qualifiés de la compagnie et qui seront élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Les Directeurs resteront en fonctions tant qu'ils n'auront pas été remplacés;"

Je certifie conforme la copie du règlement adopté à l'assemblée des Directeurs du 19 octobre 1949, reproduit ci-dessus.

Québec, le 20 octobre, 1949.

(Sceau) Le Secrétaire,
L.-P. BOUCHARD.

26050-o

COMPAGNIE DE BISCUITS AETNA LIMITÉE
AETNA BISCUIT COMPANY, LIMITED

Excerpt from the Minutes of a meeting of the directors of the Cie de Biscuits Aetna Limitée duly held on Wednesday the 19th of October, 1949:

IT WAS RESOLVED:

To amend By-law No 1 of the company by replacing the second paragraph of section 5 which reads as follows:

"The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of three duly qualified shareholders of the company, who will be elected at the annual general meeting of the shareholders. The directors shall remain in office until such time as they are replaced";

by the following:

"The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five duly qualified shareholders of the company, who will be elected at the annual general meeting of the shareholders. The directors shall remain in office until such time as they are replaced."

I certify the above to be a true copy of the by-law adopted at the meeting of the Directors held the 19th of October, 1949.

Québec, October 20, 1949.

(Seal) L. P. BOUCHARD,
Secretary.

26050

Chartes — Abandon de

DAROTH TRADING Co.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Daroth Trading Co." donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 28 octobre, 1949.

Le Secrétaire,
(signé) B. ROBINSON.

26022-o

Canada, province de Québec, district de Montréal

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Commercial Office Supplies Ltd." donne avis par les présentes, qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Charters — Surrender of

DAROTH TRADING Co.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Daroth Trading Co." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of the charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, October 28th, 1949.

(sgd.) B. ROBINSON,
Secretary.

26022-o

Canada, province of Quebec, district of Montreal

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Commercial Office Supplies Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by him.

Daté à Montréal, ce 27^e jour d'Octobre 1949.

26038 (Signé) P. B. KOOPERSTOCK, Le Président.

Dated at Montreal this 27th day of October 1949.

26038-o (Signed) P. B. KOOPERSTOCK, President.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Altan Holding, Limited", incorporée par lettres patentes en date du dix-sept juillet 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deux novembre 1949.

26054 L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Altan Holding, Limited", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of July, 1936.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of November, 1949.

26054-o L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Leduc Automobiles Limited", incorporée par lettres patentes en date du vingt-trois mai 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deux novembre 1949.

26054 L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leduc Automobiles Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of May, 1935.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of November, 1949.

26054-o L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Paul's Limited", incorporée par lettres patentes en date du vingt-deux février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1949, la dite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deux novembre 1949.

26054 L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the Liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Paul's Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of February, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of November, 1949.

26054-o L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Placements d'après-guerre, Ltée — Post War Investments, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorze décembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1949.

26054-o L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney general has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Placements d'Après-Guerre, Ltée — Post War Investments, Ltd." incorporated by letters patent dated the fourteenth day of December, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1949.

26054 L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Jérôme Golf and Country Club", constituée en corporation par lettres patentes en date du six juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26054-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 6, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney general has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Jérôme Golf and Country Club" incorporated by letters patent dated the sixth day of June 1945.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26054 Deputy Attorney General.

Commission Municipale de Québec

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

Avis d'échange d'obligations

Loi pour assurer le progrès de l'éducation
(10 Geo. VI, ch. 21 — 11 Geo. VI, ch. 32)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel que modifiée par 11 George VI, chapitre 32), les commissions scolaires ci-dessous mentionnées se sont prévaluées de ladite loi;

QUE, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes desdites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946) et cette réorganisation a dûment été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. N° 983 du 7 septembre 1949);

QUE, conformément aux dispositions dudit ordre en conseil numéro 983 du 7 septembre 1949, les détenteurs des obligations ci-dessous énumérées sont priés de transmettre, le ou après le 1er décembre 1949, lesdites obligations à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne de Commerce ou de la Banque Provinciale du Canada, ou à leur bureau chef dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver, pour être transmises au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale qui fera l'échange pour des obligations de la Commission municipale de Québec. Les coupons d'intérêt échéant le ou après le 1er décembre 1949 devront être attachés aux obligations transmises pour échange.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1949.

Liste des commissions scolaires dont les obligations seront échangées:

(Comté de Charlevoix)

Commission scolaire du village de Baie Saint-Paul: Emission \$34,000.00, datée du 1er mai 1936, 3½%, obligations remboursables en séries les 1er mai 1950 et 1951; et à 4%, obligations remboursables en séries du 1er mai 1952 au 1er mai 1965;

Quebec Municipal Commission

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

Notice of Exchange of Debentures

Act to ensure the Progress of Education
(10 Geo. VI, Chap. 21 — 11 Geo. VI, Chap. 32)

Notice is, hereby, given that in conformity with the provisions of the Act to ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commissions hereunder named have availed themselves of the said law;

THAT, in compliance with Sections 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school commissions (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 983 of the 7th of September 1949);

THAT, in compliance with the provisions of said Order in Council No. 983 of the 7th of September 1949, all holders of bonds or debentures hereunder listed are requested to forward, on or after December 1, 1949, their bonds or debentures to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of the Royal Bank of Canada, or of The Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver, to be forwarded to the Head Office of the Banque Canadienne Nationale which will effect the exchange for bonds of the Quebec Municipal Commission. The interest coupons maturing on or after the 1st of December 1949 shall be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

These bonds or debentures shall cease to bear interest as of the 1st of December 1949.

List of School Commissions whose bonds or debentures will be exchanged:

(County of Charlevoix)

School Commission of the Village of Baie St. Paul: Issue \$34,000.00, dated May 1, 1936, 3½%, bonds or debentures to be redeemed serially on May 1, 1950 and 1951; and at 4%, bonds or debentures to be redeemed serially from May 1, 1952 to May 1, 1965;

Emission \$23,000.00, datée du 1er novembre 1930, 5%, obligations remboursables en séries du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1953;

(Comté de Gatineau)

Commission scolaire protestante de Aylwin N° 1: Emission \$6,000.00, datée du 1er mai 1940, 4½%, obligations remboursables en séries du 1er août 1950 au 1er août 1960;

(Comté de L'Assomption)

Commission scolaire de la ville de Les Laurentides: Emission \$20,000.00, datée du 1er juillet 1917, 6%, obligations remboursables en séries les 1er juillet 1950 et 1951;

(Comté de Laval)

Commission scolaire de la ville de Sainte-Rose: Emission \$25,000.00, datée du 1er juillet 1935, 4½%, obligations remboursables en séries les 1er janvier et 1er juillet 1950 à 1960;

(Comté de Papineau)

Commission scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson: Emission \$45,000.00, datée du 1er août 1939, 4%, obligations remboursables en séries du 1er août 1950 au 1er août 1954;

(Comté de Portneuf)

Commission scolaire de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables: Emission \$10,000.00, datée du 1er avril 1929, 5%, obligations remboursables le 1er juillet 1950;

(Comté de Témiscamingue)

Commission scolaire de Saint-Placide-de-Béarn: Emission \$10,000.00, datée du 1er juillet 1930, 6%, obligations remboursables le 1er juillet 1950.

Daté à Québec, ce deuxième jour de novembre 1949.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
par CHARLES A. COUILLARD,
26053-o Secrétaire.

Issue \$23,000.00, dated November 1, 1930, 5%, bonds or debentures to be redeemed serially from November 1, 1950 to November 1, 1953;

(County of Gatineau)

Protestant School Commission of Aylwin No. 1: Issue \$6,000.00, dated May 1, 1940, 4½%, bonds or debentures to be redeemed serially from August 1, 1950 to August 1, 1960;

(County of L'Assomption)

School Commission of the Town of Les Laurentides: Issue \$20,000.00, dated July 1, 1917, 6%, bonds or debentures to be redeemed serially on July 1, 1950 and 1951;

(County of Laval)

School Commission of the Town of Ste. Rose: Issue \$25,000.00, dated July 1, 1935, 4½%, bonds or debentures to be redeemed serially on January 1 and July 1, 1950 to 1960;

(County of Papineau)

School Commission of Notre Dame des Neiges de Masson: Issue \$45,000.00, dated August 1, 1939, 4%, bonds or debentures to be redeemed serially from August 1, 1950 to August 1, 1954;

(County of Portneuf)

School Commission of St. Remi du Lac aux Sables: Issue \$10,000.00, dated April 1, 1929, 5%, bonds or debentures to be redeemed on July 1, 1950;

(County of Temiscamingue)

School Commission of St. Placide de Béarn: Issue \$10,000.00, dated July 1, 1930, 6%, bonds or debentures to be redeemed on July 1, 1950.

Dated at Quebec, this 2nd day of November 1949.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
per CHARLES A. COUILLARD,
26053-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

"Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté en conseil N° 1205 en date du 27 octobre 1949, d'amender l'arrêté en conseil N° 285 en date du 4 mars mars 1948, concernant l'érection de la commission scolaire centrale Macdonald suivant une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique adoptée à une assemblée tenue le 30 septembre 1949, pour inclure les syndicats d'écoles de la commission scolaire protestante, de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, dans ladite commission scolaire centrale Macdonald, conformément aux dispositions de la Loi 8 Geo. VI, chapitre 15, article 7."

2 novembre 1949.

26037

Pour le Surintendant,
W. P. PERCIVAL.

Department of Education

"His Honour, the Lieutenant-Governor-in-Council has been pleased, by Order-in-Council No. 1205, dated October 27th, 1949, to amend Order-in-Council No. 285, dated March 4th, 1948, concerning the erection of the Macdonald Central School Board in accordance with a resolution of the Protestant Committee of the Council of Education adopted at a meeting held on September 30th, 1949, to include the Protestant Board of School Trustees of Île Perrot, county of Vaudreuil, in the said Macdonald Central School Board, in accordance with the provisions of the Article 8 Geo. VI, Chapter 15, Section 7."

November 2, 1949.

26037-o

W. P. PERCIVAL,
For the Superintendent.

N° 398-49.

Québec, le 21 octobre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les terrains suivants du canton d'Inverness, savoir: 100 acres nord-est du lot no 313 appartenant à Robert Beaudoin, le lot 311 et le lot 310, les 75 acres nord-ouest du lot 309, appartenant à Raymond Carrier, tous du rang V; dans le rang VI, le lot 421 au lot 364 inclusivement, y compris tous les emplacements du village d'Inverness, tous du rang VI. Dans le rang VII, le lot 495 inclusivement au lot 459, 457, et la moitié sud-ouest du lot 458 appartenant à Vincent O'Malley, y compris tous les emplacements du village d'Inverness et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique du Village d'Inverness", comté de Mégantic.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25992-43-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 398-49.

Quebec, October 21, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Megantic, the following lots of land of the township of Inverness, to wit: the 100 northeast acres of lot 313 belonging to Robert Beaudoin, lot 311 and lot 310, the northwest 75 acres of lot 309, belonging to Raymond Carrier, all in range V; in range VI, lot 421 to lot 364 inclusively, including all the emplacements of the village of Inverness, all of range VI. In range VII, lot 495 inclusively to lot 459, 457, and the southwest half of lot 458 belonging to Vincent O'Malley, including all the emplacements of the Village of Inverness and to erect all this territory into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "The Catholic School Municipality of the Village of Inverness", county of Megantic.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de L'Île Bizard (Maintenant municipalité de St-Raphaël de L'Île-Bizard) division d'enregistrement de Montréal.

Official Cadastre of the Parish of L'Île Bizard (now Municipality of St-Raphael of L'Île Bizard) Registration division of Montreal.

Je vous donne avis que les lots 25-1 à 25-89 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 25-1 to 25-89 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 24 octobre 1949.

Quebec, October the 24th, 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forest,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

26017-o

Département du Trésor

Treasury Department

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

NOTICE OF REDEMPTION

Province de Québec

Province of Quebec

\$1,050,000 d'obligations 3¾% en date du 1er février 1941, échéant le 1er février 1951

\$1,050,000 3¾% Debentures dated February 1st, 1941 maturing February 1st, 1951

Avis est donné par les présentes que l'émission de \$1,050,000 d'obligations 3¾% en date du 1er février 1941 de la Province de Québec, effectuée sous l'autorité de la Loi 1 Edouard VIII (2è session), chapitre 2, et remboursable par anticipation selon la teneur des obligations, est, par les présentes, appelée pour rachat le 1er février 1950 au montant nominal du capital plus l'intérêt couru jusqu'à la date précitée du rachat.

Notice is hereby given that the \$1,050,000 3¾% Debentures dated February 1st, 1941 of the Province of Quebec, issued under the authority of the Act 1 Edward VIII (2nd Session), Chapter 2, and subject to prior redemption according to the terms of the Debentures, are hereby called for redemption on the first day of February, 1950 at their principal amount plus interest accrued to the said redemption date.

Les obligations comportant tous les coupons dont la date d'échéance est postérieure au 1er février 1950, peuvent être remises contre paiement en monnaie légale du Canada, aux banques et aux lieux de paiement indiqués dans le texte des obligations. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Debentures, with all coupons maturing after February 1st, 1950 attached, may be surrendered against payment in lawful money of Canada, at the banks and the places of payment stipulated in the Debentures. Registered Debentures should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir le 1er février 1950 et postérieurement à cette date les détenteurs de ces obligations

Interest on all of such Debentures shall cease to accrue on the first day of February, 1950 and thereafter the holders of such Debentures shall

n'auront le droit de recevoir que le paiement du capital et de l'intérêt couru à la date précitée du rachat. have no rights except to receive payment of principal and accrued interest to the said redemption date.

PROVINCE DE QUÉBEC,
ONÉSIME GAGNON,
Trésorier de la Province.

le 5 novembre 1949.
26016-o

PROVINCE OF QUEBEC,
ONÉSIME GAGNON,
Provincial Treasurer.

November 5th, 1949.
26016

Examen du Barreau — Bar Examination

BAREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Gagné.	Paul-André.	21	Lévis.	Ecole St-François-Xavier (Lévis) et Collège de Lévis.

Québec, le 24 octobre, 1949 — Quebec, October 24th, 1949.

26003-43-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Bar of Quebec.

Lettres patentes

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront, SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la Loi des cités et villes décreète que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes:

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de Charlesbourg, dans le comté de Québec, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 20 décembre 1948, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Charlesbourg: tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts en date du 7 février 1949, soit érigé en municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par six échevins, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 de la loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, ch. 233);

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Charlesbourg établie par le recensement fait conformément à la loi est de quatre mille sept cent soixante-treize âmes;

Letters Patent

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, the territory of a village municipality into a town municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the council of the municipality of the village of Charlesbourg, in the county of Quebec, pursuant to a resolution duly adopted at its meeting of the 20th of December, 1948 has presented to Us a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Charlesbourg, as described in the official description of the Department of Lands and Forests dated the 7th of February, 1949, be erected into a town municipality comprising one single ward represented by six aldermen, pursuant to the provisions of paragraph 3 of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chap. 233);

WHEREAS the population of the municipality of the Village of Charlesbourg established by the census taken in conformity with the Law is four thousand seven hundred and seventy-three souls;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le n° 1157, en date du 20 octobre 1949, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant d'un point sur le côté sud-ouest du chemin de Charlesbourg étant le sommet de l'angle est du lot 270-A; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne sud-est des lots 270-A, le côté nord-est d'un chemin public limitant au sud-ouest des lots 270, 271 et une partie du lot 272, une ligne brisée limitant au nord-est les lots 266 et 151, la ligne sud-est des lots 361-A, 373-A, 394, 391, 660 et 748 jusqu'à la ligne nord-est du lot 744, la dite ligne nord-est du lot 744 et la ligne sud-est du même lot jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 743, la dite ligne sud-ouest du lot 743, la ligne sud-ouest du lot 727, la ligne sud-est du lot 716 jusqu'à son point d'intersection avec le côté nord-est du chemin de Charlesbourg et enfin une ligne joignant ce dernier point au point de départ; lequel territoire ensemble avec tous les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, formant la municipalité du village de Charlesbourg, laquelle cesse d'exister, sera érigé en municipalité de ville, sous le nom de "ville de Charlesbourg."

La municipalité de la ville de Charlesbourg n'aura qu'un seul quartier et l'endroit de la première session générale du conseil aura lieu dans la salle paroissiale de Charlesbourg.

Le conseil sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingtième jour d'octobre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-neuf et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
26055-0 JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing No. 1157, dated the 20th of October, 1949, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Charlesbourg, all the lots and their present and future subdivisions, enclosed within the following limits, to wit: starting from a point on the southwest side of the Charlesbourg Road being the summit of the east corner of lot 270-A; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the south-east line of lots 270-A, the north-east side of a public road bounding on the southwest lots 270, 271 and a part of lot 272, a broken line bounding on the northeast lots 266 and 151, the southeast line of lots 361-A, 373-A, 394, 391, 660 and 748 up to the northeast line of lot 744, the said northeast line of lot 744 and the southeast line of the same lot up to the southwest line of lot 743, the said southwest line of lot 743, the southwest line of lot 727, the southeast line of lot 716 up to its point of intersection with the northeast side of the Charlesbourg Road and finally a line joining this latter point to the point of departure; the said territory together with all the roads, streets, lanes, railway rights of way, watercourses or parts of same, comprised within the limits above described, forming the municipality of the village of Charlesbourg, which shall cease to exist as such, to be erected into a Town municipality, under the name of "Town of Charlesbourg".

The municipality of the Town of Charlesbourg shall have but one single ward and the place where the first general meeting of the council will be held, will be the Parish Hall of Charlesbourg.

The council shall consist of a Mayor and six Aldermen.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twentieth day of October, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
26055 Under Secretary of the Province.

Sièges Sociaux

Avis est donné que "J. Beaudoin Ltée" constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 13 septembre 1949, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2100, rue Frontenac, à Montréal.

Head Offices

Notice is hereby given that "J. Beaudoin Ltée" incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the 13th of September 1949, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 2100 Frontenac Street, in the said city of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26e jour de septembre 1949.

[Sceau]

26031-o La Présidente,
JEANNETTE SAUVAGEAU BEAULIEU

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of September 1949.

[Seal]

26031-o JEANNETTE SAUVAGEAU BEAULIEU,
President.

AVIS DE L'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE
"COSMOS (QUEBEC) LTD."

Avis est donné par les présentes que "Cosmos (Quebec) Ltd.", constitué en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le premier septembre 1949, a établi son siège social à 1434 rue Ste-Catherine ouest, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'octobre 1949.

26023 Le Président,
CONSTANTINE P. COUROPOULOS.

NOTICE OF ADDRESS OF HEAD OFFICE OF
"COSMOS (QUEBEC) LTD."

Notice is hereby given that "Cosmos (Quebec) Ltd." incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies' Act on September 1st, 1949, has established its Head Office at 1434 St. Catherine Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 26th day of October, 1949.

26023-o CONSTANTINE P. COUROPOULOS,
President.

AVIS

HATCHCRAFT LTD.

Avis est donné que le bureau chef de "Hatchcraft Ltd." est situé à 615 rue St-Vallier, Québec, P.Q., et non à 54 rue St-Vallier tel que mentionné par erreur dans l'avis publié dans le numéro 41 du tome 81 de la Gazette officielle de Québec.

Québec, le 26 octobre 1949.

26024-o Le Secrétaire,
JACQUES de BILLY.

NOTICE

HATCHCRAFT LTD.

Notice is given that the head office of "Hatchcraft Ltd." is situated at 615 St-Vallier Street, Quebec, P.Q., and not at 54 St-Vallier Street, as mentioned, by mistake, in the notice published in number 41 of volume 81 of the Quebec Official Gazette.

Québec, October 26, 1949.

26024 JACQUES de BILLY,
Secretary.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL DE
"STANDARD DUPLICATORS LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Standard Duplicators Limited", une compagnie incorporée par lettres patentes en date du 11 décembre 1948, conformément à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 179 ouest, rue Craig, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Et j'ai signé à Montréal, le 25 novembre 1949.

26025 Le Secrétaire,
E. McELROY.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD
OFFICE OF "STANDARD DUPLICATORS LIMITED"

Notice is hereby given that "Standard Duplicators Limited," company incorporated by letters patent dated December 11th, 1948, according to Part I of the Quebec Companies' Act, and having its head office in Montreal, has established its office at Number 179 Craig Street West, Montreal;

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the said Company as being the head office of the Company.

And I have signed at Montreal, this 25th day of October 1949.

26025-o E. McELROY,
Secretary.

Ventes — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCHERE PUBLIQUE

Dans l'affaire de François Champagne, horticulteur, Saint-Georges-Est, Co. Beauce, P.Q.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le 5 DECEMBRE 1949, à DIX HEURES TRENTE A.M. (heure solaire) seront vendus à la porte

Sales — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

PUBLIC AUCTION SALE

In the matter of François Champagne, horticulturist, Saint-Georges East, county of Beauce, P.Q.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1949, at TEN THIRTY o'clock A.M. (Standard Time), there

de l'église paroissiale de Saint-Georges, Co. Beauce, les actifs suivants:

Lots nos 610-28 — 25 lots à bâtir, subdivisions du lot no 610 de la paroisse de Saint-Georges-Est, Co. Beauce:

Lots No 610-28 — 1-2-3-7-8-9-10-12-15-16-19-20-21-22-23-24-25-28-29-30-31-32-33-35-36,

avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Conditions de vente: comptant.

Les actifs ci-dessus peuvent être examinés sur les lieux, samedi le 3 décembre 1949, de 9 heures du matin à midi et de deux heures à 5 heures p.m.

Le Syndic,
LS. ROBERT RUEL.

Bureaux: 1ère Avenue,
Saint-Georges, Beauce, P.Q. 26026-44-2-o

will be sold, at the parochial church door of Saint Georges, county of Beauce, the following assets:

Lots Nos. 610-28 — 25 building lots, subdivisions of lot No. 610, of the parish of Saint Georges East, county Beauce. :

Lots No. 610-28 : 1-2-3-7-8-9-10-12-15-16-19-20-21-22-23-24-25-28-29-30-31-32-33-35-36,

with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Conditions of sale: cash.

The above immovables may be examined, on the premises, on Saturday the 3rd day of December, 1949, from 9 o'clock in the morning until Noon and from two o'clock to five P.M.

LS. ROBERT RUEL,
Trustee.

Offices: 1st Avenue,
Saint Georges, Beauce, P.Q. 26026-44-2

LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure "En faillite", N° 235. Dans l'affaire de: Jules Edouard Daneau, St-François du Lac, cédant autorisé, et Claude Perras, syndic.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

"Une portion de terre située en le village de St-François du Lac, de la contenance de cent trente-huit pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, le tout plus ou moins, tenant d'un bout, au nord-ouest à la rue Ste-Anne, de l'autre bout au sud-est à Pierre Desmarais, d'un côté au nord-est à Albert Lachapelle, et de l'autre côté, au sud-ouest à Gérard Chapdelaine, avec bâtisses dessus construites.

Laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-François du Lac, comme étant une partie du lot numéro deux cent cinquante-huit (Ptie.258).

Sera vendue à la porte de l'église paroissiale de St-François du Lac, comté Yamaska, à ONZE heures de l'avant-midi, LUNDI le CINQ DECEMBRE 1949.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare du Greffe des Faillites à Montréal, le 25 octobre 1949 et suivant les prescriptions de l'article 45 de la Loi de Faillite et avec l'effet du décret.

Montréal, ce 25 octobre 1949.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
PERRAS & PERRAS, Syndics-Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal. 25998-43-2-o

LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En faillite", N° 213. Dans l'affaire de: Joseph Ovila Gourre et Pierre Labossière, contracteurs et ayant fait affaires ensemble sous la raison sociale de "Royal Construction Co.", cédants autorisés, et Claude Perras syndic,

Avis public est par les présentes donné que les emplacements désignés comme suit, savoir:

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. 235. In the matter of: Jules Edouard Daneau, St-François du Lac, authorized assignor; and Claude Perras, trustee.

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

A portion of land situate in the village of St-François du Lac, measuring one hundred and thirty-eight feet in width by seventy feet in depth, the whole English measure and more or less, bounded at one end, to the northwest by Ste-Anne street, at the other end to the southeast, by Pierre Desmarais, on one side to the northeast by Albert Lachapelle, and on the other side, to the southwest, by Gérard Chapdelaine—with buildings thereon erected.

The said portion of land being described on the official plan and in the book of reference for the parish of St-François du Lac, as being a part of lot number two hundred and fifty-eight (Pt. 258).

To be sold at the church door of the parish of St-François du Lac, county of Yamaska, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on MONDAY the FIFTH day of DECEMBER, 1949.

The said sale to be made in virtue of a judgment rendered by the Registrar of the Bankruptcy Office at Montreal, on the 25th of October, 1949, and pursuant to the provisions of Article 45 of the Bankruptcy Act and with the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, October 25, 1949.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
PERRAS & PERRAS, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame Street East,
Montreal. 25998-43-2

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court "Sitting in Bankruptcy", No. 213. In the matter of : Joseph Ovila Gourre, and Pierre Labossière, contractors, and having carried on business together under the firm name of "Royal Construction Co." Authorized Assignors; and Claude Perras, Trustee.

Public notice is hereby given that the emplacements designated as follows, to wit:

"Trois lots de terre ayant front sur la 16ième Avenue dans le quartier Rosemont, dans la Cité de Montréal, portant les numéros quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, sur le plan et subdivision du lot originaire désigné par le lot numéro cent soixante-dix-neuf (179) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Côte Visitation (Nos. 179-47, 179-48, 179-49) avec bâtisse en voie de construction."

Seront vendus suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, "en matière de faillite" rendu le 25 octobre 1949 aux enchères publiques suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de faillite, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, au Palais de Justice en la cité de Montréal, VENDREDI le DEUXIEME jour de DÉCEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: **COMPTANT.**

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

PERRAS & PERRAS, Syndics-Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

25999-43-2-o

"Three emplacements fronting on 16th Avenue, in Rosemount ward, in the city of Montreal, bearing numbers forty-seven, forty-eight, forty-nine, on the plan and subdivision of the original lot designated under lot number one hundred and seventy-nine (179), of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Visitation (Nos. 179-47, 179-48, 179-49) with a building under construction.

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, "sitting in Bankruptcy", rendered on October 25, 1949, by public auction, pursuant to the formalities of section 45 of the Bankruptcy Act, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office of the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of Payment: **CASH.**

For information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

PERRAS & PERRAS, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame Street East,
Montreal.

25999-43-2

Vente par licitations

AVIS DE LICITATION

Canada, Province de Québec, District de Québec,

Cour Supérieure

Avis est donné en vertu du jugement de la Cour Supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 22 octobre 1949, dans une cause dans laquelle Mademoiselle Elise Lamothe est demanderesse, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un immeuble situé dans la paroisse de St-Sauveur, dans la cité de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-cinq (255) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, Québec, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, la maison y érigée portant les numéros municipaux 657-659 rue St-Vallier, Québec."

L'immeuble ci-dessus désigné est mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 30 NOVEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée au bureau du protonotaire, Palais de Justice, Québec."

Sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, ce 22 octobre 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL.
25993-43-2-o

Sale by Licitations

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Superior Court

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Quebec, district of Quebec, on October 22nd, 1949, in a case wherein Miss Elise Lamothe is plaintiff, ordering the licitation of certain immovable described as follows, to wit:

"An immovable situated in the Parish of St. Sauveur, in the city of Quebec, known and designated as being lot number two hundred fifty-five (255) on the official cadastre for the Parish of St. Sauveur, city of Quebec, with the house thereon erected, circumstances and dependencies, the house thereon erected bearing municipal numbers 657-659 St. Vallier St., Quebec."

The above described immovable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the 30th day of NOVEMBER 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), at the office of the Prothonotary, in the Court House, Quebec.

Subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, October 22nd 1949.

MARK DROUIN, ROSS DROUIN & LEBEL,
Attorneys for Plaintiff.
25993-43-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE CHICOUTIMI

CITY OF CHICOUTIMI

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 26 octobre 1949, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la Commission scolaire, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de la Fanfare, à l'hôtel de ville, le TRENTE NOVEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois pourront être exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales pour l'année 1948 et les taxes scolaires de l'année 1948-1949 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Brique de Chicoutimi.— Les lots de terre 1179-2 et 1177-1 avec droit à l'usage à perpétuité d'une lisière de terrain de 60 pieds de largeur pour communiquer du dit lot no 1179-2 à la nouvelle rue Taché, laquelle lisière de terrain est maintenant désignée sous le no 1179-1.

Mais avec réserve en faveur de la Société d'Éclairage et d'Énergie Electrique du Saguenay du droit de laisser, maintenir et entretenir à l'endroit où elle se trouve actuellement une première ligne de transmission traversant: a) sur un poteau le lot no 1179-2 et b) sur un autre poteau, le no 1177-1; une seconde ligne de transmission (feeder) traversant, sur deux poteaux, le même 1177-1.

2.— Brassard, Paul-Émile.— Un terrain ou emplacement formé de la totalité du lot no 608-4 et de la juste moitié ouest du lot no 608-5.

3.— Girard, Joseph.— Tout ce lopin de terre ou emplacement, formant partie des lots connus et désignés sous les numéros 447, 448 et 449 lequel terrain mesure 46 pieds de largeur de l'ouest à l'est, sur 95 pieds de profondeur, du nord au sud, et est borné: vers le nord, par le terrain réservé pour la rue Price, vers l'est, par le terrain de Alphonse Fortier ou représentants, vers le sud, par le terrain des héritiers Savard ou leurs représentants, et vers l'ouest, par le terrain de Johnny Brassard, fils d'Abel.

4.— Laberge, Charles.— Le lot numéro 891-20.

5.— Paré, Jacques; L'Heureux, Armand.— Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot no 467, mesurant 45 pieds de l'est à l'ouest, en front sur la rue Price, par 100 pieds de profondeur, du nord au sud, et est compris dans les bornes suivantes: au nord, par la rue Price, au sud par le terrain de M. F.-X. Boudreault, à l'ouest par le terrain de M. Gérard Gagnon, et à l'est par la propriété de M. Armand L'Heureux. Avec le droit de passer à pieds, en voitures et de toutes façons, dans un chemin de 10 pieds de largeur sur toute la profondeur pour communiquer de son terrain à la rue Price. Ledit chemin étant situé sur la limite est du terrain plus haut décrit; le dit chemin étant mitoyen avec M. Armand L'Heureux. Le dit chemin devant être entretenu par les deux parties.

6.— Tremblay, Léonce.— Tout ce terrain ou emplacement connu et désigné sous le numéro 600-1.

7.— Tremblay, Dame Jules-R.— Un terrain étant la plus grande partie du lot numéro 297, mesurant 120 pieds de front, sur la rue Racine et borné vers le nord par la ligne sud de la rue Racine, vers l'est par M. Jules-R. Tremblay, résidu du lot no 297, vers le sud-est par le Ruisseau de la Prison et vers l'ouest partie au terrain de Dame Johnny Gravel et partie au terrain de MM. Tremblay & Frère ou représentant.

8.— Tremblay, Jules-R.— 1. Un lopin de terre formant partie du lot no 297, mesurant 16 pieds de largeur ou environ de l'est à l'ouest, sur la profondeur qu'il y a entre la rue Racine au nord et la ligne centrale d'un ruisseau appelé "Ruisseau de la Prison" au sud, et borné vers l'est au terrain de la Compagnie Tremblay & Simard, Ltée, ou représentants et vers l'ouest à une ligne parallèle à la limite ouest du dit lot no 297 et distante de 120 pieds, mesure précise de cette ligne ouest; sauf à distraire les droits de passage en faveur de M. Adrien Gagnon et Tremblay Frère;

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated October 26, 1949, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinunder designated for payment of arrears of taxes due the City of Chicoutimi and to the School Commission, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Band Hall (salle de la Fanfare) at the city hall, on NOVEMBER, the THIRTIETH, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there will be excluded from the sale, those immovables upon which municipal taxes for the year 1948 and school taxes of the year 1948-49, and the preceding years, shall have been paid before the time of sale.

1.— Brique de Chicoutimi.— Lots of land 1179-2 and 1177-1, with right, in perpetuity, to the use of a strip of land of 60 feet in width, to communicate from said lot 1179-2 to the new Taché street, said strip of land now being designated under No. 1179-1.

But with reserve, in favour of the "Société d'Éclairage et d'Énergie Electrique du Saguenay", of the right to leave, maintain and keep in repair, at the place where it is actually found, a first transmission line crossing: a) on a pole, lot No. 1179-2 and b) on another pole, No. 1177-1; on a second transmission line, (feeder) crossing on two poles, the said 1177-1.

2.— Brassard, Paul-Émile.— A lot of land or emplacement formed of the whole of lot No. 608-4, and the exact half of lot No. 608-5.

3.— Girard, Joseph.— All that parcel of land or emplacement forming part of those lots known and designated under numbers 447, 448 and 449, said lot of land measuring 46 feet in width from west to east, by 95 feet in depth from north to south, and being bounded: on the north by the land reserved for Price Street, on the east by the land of Alphonse Fortier or representatives, on the south by the land of the Savard heirs or their representatives and on the west by the land of Johnny Brassard, son of Abel.

4.— Laberge, Charles.— Lot number 891-20.

5.— Paré Jacques; L'Heureux, Armand.— All that parcel of land or emplacement forming part of lot No. 467, measuring 45 feet from east to west, in front, on Price Street, by 100 feet in depth from north to south, and being comprised within the following boundaries: on the north by Price Street, on the south by the land of Mr. F. X. Boudreault, on the west by the land of Mr. Gérard Gagnon, and on the east by the property of Mr. Armand L'Heureux. With right of way on foot and in vehicle, and otherwise in a road of 10 feet in width by the whole of the depth to communicate from his lot of land to Price Street, the said road being situate on the eastern limit hereinabove described; said road being "mitoyen" with Mr. Armand L'Heureux. Said road to be maintained by both parties.

6.— Tremblay, Léonce.— All that lot of land or emplacement known and designated under number 600-1.

7.— Tremblay, Dame Jules R.— A lot of land being the greatest part of lot number 297, measuring 120 feet in front, on Racine street and bounded on the north by the south line of Racine Street, on the east by Mr. Jules R. Tremblay, residue of lot No. 297, on the southeast by the "Ruisseau de la Prison" and on the west partly by the land of Dame Johnny Gravel and partly by the land of Messrs. Tremblay et Frère or representative.

8.— Tremblay, Jules R.— 1. A parcel of land forming part of lot No. 297, measuring 16 feet in width (or about) from east to west by the depth existing between Racine street on the north and the central line of a stream called "Ruisseau de la Prison" on the south, and bounded on the east by the land of the "Compagnie Tremblay & Simard, Ltée" or representatives and on the west by a line parallel to the west limit of said lot No. 297 and 120 feet distant, exact measurement, from this west line; save to be deducted the rights of way in favour of Mr Adrien Gagnon and Tremblay et Frère;

2.— Un terrain formant partie du même lot no 297 de figure irrégulière et de superficie inconnue, borné vers le nord-ouest, à la ligne centrale du dit ruisseau de la Prison, au sud, partie au terrain ci-après décrit et partie au terrain de MM. Tremblay et Frère et à l'est au terrain de Simard et Tremblay, Ltée, ou représentants; sauf à distraire les droits de passage en faveur de M. Adrien Gagnon et Tremblay et Frère;

3.— Un terrain formant partie du lot no 317, de figure triangulaire et de superficie inconnue, borné au nord au terrain ci-dessus décrit au paragraphe 2, au sud-est au terrain de MM. Tremblay et Frère et vers l'ouest au terrain des susdits Tremblay et Frère.

9.— Tremblay, Edgar.— 1. Les lots nos 1156 et 1195-1;

2. Tout ce terrain ou emplacement, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro 1155, mesurant 50 pieds de largeur du nord-est au sud-ouest, sur 120 pieds de profondeur et compris dans les bornes suivantes; vers le nord-ouest à la rue St-Ignace, bornée des autres côtés à M. Denis Desgagné, ou représentants, le côté nord-est se trouvant à 148 pieds en mesurant sur le chemin public, de l'emplacement de M. François Maltais, ou représentants, le côté sud-est de l'emplacement ci-dessus décrit, se trouvant à 154 pieds de l'angle sud-ouest, formé par la clôture de M. Maltais, ou représentants, à environ une centaine de pieds du chemin public.

3. Un emplacement formant partie du lot no 1155, située au nord-est de l'emplacement sus-décrié, sur une largeur de 10 pieds, en mesurant sur le chemin public, sur toute la profondeur du dit emplacement, laquelle lisière de terrain est bornée vers le nord-ouest par le chemin public (rue St-Ignace) vers le nord-est par le terrain de Denis Desgagné, ou représentants, vers le sud-est encore par le terrain de Denis Desgagné, ou représentants, vers le sud-ouest au terrain sus-décrié en premier lieu.

10.— Tremblay, J. David.— Ce lopin de terre ou emplacement connu sous le numéro 644-22, sauf à distraire:

a) Une partie comprise dans l'angle nord du dit lot et délimitée par les lignes limitatives nord-est et nord-ouest et un arc de cercle d'un rayon de quinze pieds;

b) Une lisière d'une profondeur de 5 pieds sur toute la largeur comprise entre l'arc de cercle décrit en premier lieu et la ligne limitative sud-ouest du dit lot et bornée vers le nord-ouest par le lot no 645 (rue Caron).

L'acquéreur ou ses représentants ne pourront ériger, bâtir, ou placer aucune bâtisse ou partie de bâtisse ou habitation plus près de 10 pieds des lignes séparatives du dit lot no 644-22 avec les lots de rues nos 645 et 644-26.

11.— Tremblay, Thomas et Tremblay, Philippe "Mathias".— Un lopin de terre mesurant 50 pieds de profondeur du nord au sud par 54 pieds de largeur de l'est à l'ouest, formant partie du lot no 601-7, compris dans les bornes suivantes: vers le nord au terrain formé du lot no 601-8, vers le sud au terrain de Ths Tremblay ou représentant, vers l'est à Léonce Tremblay et vers l'ouest à Léger Lachance. Avec droit pour l'acquéreur et ses représentants du droit de poser des portes, fenêtres, chassiss et droit de vue sur le résidu du lot no 601-7, et ce quelque soient les distances des constructions qui pourront être érigées.

Les dits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi et à toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 28 Octobre 1949.

Le Greffier,

26027-44-2-o

GASTON CARRIER.

2. A lot of land forming part of said lot No. 297 of irregular and unknown superficial area, bounded on the north west by the central line of said "Ruisseau de la Prison", on the south partly by the land hereinafter described and partly by the land of Messrs. Tremblay et Frère, and on the east by the land of Simard & Tremblay, Ltée or representatives; save to be deducted the rights of way in favour of Mr. Adrien Gagnon and Tremblay et Frère;

3. A lot of land forming part of lot No. 317, of irregular figure, and unknown superficial area, bounded on the north by the land hereinabove described in paragraph 2, on the southeast by the land of Messrs Tremblay et Frère and on the south by the land of aforesaid "Tremblay et Frère".

9.— Tremblay, Edgar.— 1. Lots Nos 1156 and 1195-1;

2. All that lot of land or emplacement forming part of that lot known and designated under number 1155, measuring 50 feet in width from the northeast to the southwest, by 120 feet in depth, and comprised within the following boundaries: on the northwest by St-Ignace Street, bounded on the other sides by Mr. Denis Desgagné or representatives, the northeast side being 148 feet measured on the public road from the emplacement of Mr. François Maltais or representatives, the southeast side of the emplacement hereinabove described being 154 feet from the southwest angle formed by the fence of Mr. Maltais or representatives, at about one hundred feet from the public road.

3. An emplacement forming part of lot No. 1155, situate on the northeast of the hereinabove described emplacement, on a width of 10 feet, measuring on the public road by the whole depth of the said emplacement, said strip of land being bounded on the northwest by the public road, (St-Ignace Street) on the northeast by the land of Denis Desgagné or representatives, on the southeast, again by the land of Denis Desgagné or representatives, on the southwest by the land hereinabove firstly described.

10.— Tremblay, J. David.— That parcel of land or emplacement known under number 644-22, save to be deducted:

a) A part comprised in the north angle of said lot, and limited by the following northeast and northwest boundary lines and the arc of a circle of a radius of fifteen feet;

b) A strip of land of five feet in depth by the whole of the width of the arc of a circle firstly described and the southwest boundary line of said lot and bounded on the northwest by lot No. 645 (Caron Street).

The purchaser or representatives thereof may not erect, build or place any building or part of building or dwelling closer than 10 feet from the lines dividing said lot No. 644-22 from streets lots of Nos. 645 and 644-26.

11.— Tremblay, Thomas and Tremblay Philippe "Mathias".— A parcel of land measuring 50 feet in depth from north to south by 54 feet in width from east to west, forming part of lot No. 601-7, comprised within the following boundaries: on the north by the lot of land composed of lot No. 601-8, on the south by the land of Ths. Tremblay or representative, on the east by Léonce Tremblay and on the west by Léger Lachance, with right for the purchaser and his representatives, to put up doors, sashes, windows, and right of way on the residue of lot No. 601-7, and such, whatever be the distance of the constructions which may be erected.

The said lots or parts of lots are of the official cadastre for the town of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected circumstances and dependencies if any, subject to all acquired rights of the city of Chicoutimi, and to all active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, October 28, 1949.

GASTON CARRIER,

26027-44-2

Clerk.

VILLE DE LAUZON

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Lauzon, MER-

TOWN OF LAUZON

SALE OF PROPERTY FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinbelow described will be sold at public auction in the Town Hall of Lauzon, on WED-

CREDI, le QUATORZE DECEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi en vertu des articles 548 et suivants du chapitre 243 des statuts refondus de la Province de Québec de 1941.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 1er octobre 1949, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par la Loi 24, Geo. V, chap. 33, sections 3 et 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

NESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, pursuant to sections 548 and following of chapter 243 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 1st of October, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under authority of the Cities and Towns Act, section 550, as amended by the Act 24 Geo. V, chap. 33, sections 3 and 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

Noms Names	No. cad. Cad. No.	Subd.
1—J. S. DeBilly. Pour le Village incorporé de Lauzon.	739	2
For the Incorporated village of Lauzon.		
2—Honoré Dubreuil. Au cadastre révisé du quartier Couture de Lauzon.	156	1
Revised cadastre for Couture Ward, Lauzon.		
3—J. S. DeBilly	206	119
4—J. S. DeBilly	205	69
5—Levis Dry Dock Co.	204	325-A
6—Levis Dry Dock Co.	203	"A"
7—Levis Dry Dock Co.	203	"B"
8—Levis Dry Dock Co. Au cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.	203	"C"
Of the official cadastre for the east part of the incorporated village of Lauzon.		
9—Dominion Investment Co. Au cadastre officiel pour le village incorporé de St-Joseph de Lévis.	77	
Of the official cadastre for the incorporated village of St-Joseph de Lévis.		

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque révisé par la Banque.
Donné à l'Hôtel de Ville de Lauzon, ce vingt-septième jour d'octobre 1949.

Le Greffier,
L. BOURASSA.
26039-44-2-o

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Conditions of sale: cash or cheque certified by a bank.
Given at the Town Hall of Lauzon, this twenty-seventh day of October, 1949.

L. BOURASSA,
Clerk.
26039-44-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° V-1435, **DOMINIK MIKO-LICH**, épicier de la Ville de Malartic, district d'Abitibi, contre **MAURICE PINARD**, mineur de la ville de Malartic district d'Abitibi, à savoir les lots Nos 244 et 245 du bloc 3 du canton Fournière, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserves.
Pour être vendu à la porte de l'édifice ou se tient les offices religieux à Malartic district d'Abitibi le **VENDREDI NEUF DÉCEMBRE 1949** à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Ferdinand Gervais.
Bureau du Shérif, Amos 29 octobre 1949.
[Première insertion: 5 novembre 1949]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LAND** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. V-1435, **DOMINIK MIKO-LICH**, grocer, of the town of Malartic, district of Abitibi; against **MAURICE PINARD**, miner, of the town of Malartic, district of Abitibi, to wit: lots Nos. 244 and 245 of Block 3 of the township Fournière—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the active and passive servitudes, without any exception or reserve.
To be sold at the door of the building where religious services are held at Malartic, district of Abitibi, on **FRIDAY, DECEMBER NINE, 1949**, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Ferdinand Gervais,
Sheriff's Office, Amos, October 29, 1949.
[First insertion: November 5, 1949]

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour de Magistrat, } CROTEAU & FRERES
 N° 9340 } LIMITEE, corps po-
 litique et incorporé ayant son principal siège
 d'affaire à Amos, district d'Abitibi, demandeur,
 vs ROMEO LEBLOND, de Senneterre, district
 d'Abitibi, défendeur.

Comme appartenant au défendeur le lot connu
 et désigné au plan et livre de renvoi du cadastre
 officiel du village de Senneterre comme étant le
 N° 6 du bloc 79, avec bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de Senneterre, le M^{RC}REDI, 14 DECEM-
 BRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
 Amos, 2 Novembre 1949. 26040-44-2-o
 [Première insertion: 5 novembre 1949]

ARTHABASKA

Cour Supérieure
 séant en matière de faillite, N° 39F

Vente en exécution d'une ordonnance rendue
 par l'Honorable Juge Wilfrid Girouard, suivant
 article 45, chapitre 11, S.R.C. 1947.

Dans l'affaire de HENRI LEROUX, gara-
 giste, de la paroisse de St-Paul de Chester.
 Cédant autorisé.

Un terrain ou emplacement situé sur le coté
 sud du chemin de St-Philippe, dans la paroisse
 de St-Paul de Chester, connu et désigné au ca-
 dastre de la paroisse de St-Paul de Chester,
 comme faisant partie du numéro 13 (p. 13),
 de figures irrégulière, avec un hangar à deux
 étages, de 30 pieds de largeur sur 80 pieds de
 longueur, le tout plus ou moins renfermé dans
 les bornes suivantes; En front au chemin de St-
 Philippe, en arrière aux murs du hangar précité
 d'un côté à 10 pieds de la galerie de Paul Lyo-
 nnais, et de l'autre côté à partir du coin du hangar
 à aller à 45 pieds du côté du chemin public, à
 un poteau planté dans le sol, et de ce poteau,
 25 pieds à aller du hangar d'Octave Lafontaine,
 avec les réserves et les droits mentionnés dans
 cet acte de vente passé devant M^{re} C. R.
 Garneau, notaire d'Arthabaska, le 22 septembre
 1948, et enregistré sous le numéro 98994 du bu-
 reau d'enregistrement d'Arthabaska;

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
 roisse de St-Paul de Chester, comté d'Arthabas-
 ka, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE
 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
 Arthabaska, 11 octobre 1949. 25907-41-2-o
 [Première insertion: 15 octobre 1949]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure, District de Beauce
 St-Joseph de Beauce, { ARCHELAS BOU-
 à savoir: { LANGER de St-
 N° 20,607 { Gédéon de Beauce, contre
 JEAN-BAPTISTE MARQUIS de St-Gédéon
 de Beauce, à savoir:

Le lot numéro vingt-trois A et une partie du
 lot numéro vingt-trois B du rang cinq du can-
 ton de Marlow, en le comté de Beauce, borné

Province of Quebec — District of Abitibi

Magistrate's Court } CROTEAU & FRERES
 No. 9340 } LIMITEE, a body po-
 litic and corporate, having its head office at Amos,
 district of Abitibi, plaintiff; vs ROMEO LE-
 BLOND, of Senneterre, district of Abitibi, de-
 fendant.

As belonging to the defendant. The lot known
 and designated on the official cadastral plan and
 in the book of reference for the village of Senne-
 terre, as being No. 6 of Block 79 — with build-
 ings thereon erected, circumstances and depen-
 dencies.

To be sold at the parochial church door of Sen-
 neterre, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH
 of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the
 forenoon.

Ferdinand Gervais,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Amos, November, 2, 1949. 26040-44-2
 [First insertion: November 5, 1949]

ARTHABASKA

Superior Court
 sitting in Bankruptcy, No. 39F

Sale executing an Order rendered by Honour-
 able Justice Wilfrid Girouard, pursuant to sec-
 tion 45, chapter 11, R.S.C. 1947.

In the matter of HENRI LEROUX, garage-
 keeper, of the parish of St. Paul de Chester,
 Authorized Assignor.

A lot of land or emplacement situate on the
 south side of the St-Philippe road, in the parish
 of St. Paul de Chester, known and designated on
 the cadastre for the parish of St. Paul de
 Chester as forming part of lot number 13 (Pt.
 13), of irregular figure, with a two storey shed of
 30 feet in width by 80 feet in length, the whole
 more or less, enclosed within the following
 boundaries: in front by the St-Philippe road,
 in rear by the walls of the aforesaid shed, on one
 side, 10 feet distant from the gallery of Paul
 Lyonnais, and on the other side, starting from
 the corner of the shed up to 45 feet from the
 side of the public road, to a post planted in the
 ground, and from said post 25 feet as far as the
 shed of Octave Lafontaine with the reserves
 and rights mentioned in that deed of sale passed
 before M^{re} C. R. Garneau, notary, of Artha-
 baska, on September 22, 1948, and registered
 under number 98994, of the Registry Office of
 Arthabaska.

To be sold at the church door of the parish
 of St. Paul de Chester, county of Arthabaska,
 on the FIFTEENTH day of NOVEMBER,
 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

Maurice Maheu,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Arthabaska, October 11, 1949. 25907-41-2
 [First insertion: October 15, 1949]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Superior Court, District of Beauce
 St-Joseph de Beauce, { ARCHELAS BOU-
 to wit: { LANGER, of St-
 No. 20,607 { Gédéon de Beauce; a-
 gainst JEAN-BAPTISTE MARQUIS, of St-
 Gédéon de Beauce, to wit:

Lot number twenty-three-A and part of lot
 number twenty-three-B of range five of the
 township of Marlow, in the county of Beauce,

au nord-ouest à François Mercier, et au sud-est à Roland Pelchat, au nord-est au chemin de front et au sud-ouest au trécaré dudit rang, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Gédéon de Beauce, le DOUZIEME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.
Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 2 novembre 1949.
26035-44-2-o

[Première insertion: 5 novembre 1949]
[Seconde insertion: 12 novembre 1949]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Bonis

Canada,
Province de Québec,
District de St-Hyacinthe,
Cour de Magistrat
N° 11995.
{ CIE D'ASS. CA-
NADIENNE
MERCANTILE
demanderesse, vs M.
L A N Q U E T O T
& FILS LTÉE, défenderesse.

Comme appartenant au défendeur.

1° Un certain morceau de terre situé au canton de Shefford dans les limites du village de West Shefford et formant partie du lot N° douze cent trente-trois (1233) dudit canton de Shefford contenant un demi acre en superficie plus ou moins et incluant une source d'eau sur un terrain adjacent audit morceau de terre et droit de passage et tous les privilèges concédés à Z. S. Lawrence par acte enregistré sous le N° 31318 sujet aux conditions contenues dans ledit acte et avec toutes les bâtisses sur ledit terrain."

2° Un immeuble situé à West Shefford connu sous les nos douze cent quarante-quatre, douze cent quarante-cinq, douze cent quarante-six, douze cent quarante-sept, douze-cent quarante-huit, douze cent quarante-neuf, douze cent cinquante, douze cent cinquante et un, douze cent cinquante deux, douze cent cinquante deux A, douze cent cinquante trois, douze cent cinquante sept, douze cent cinquante huit, douze cent cinquante neuf, (1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1252A, 1253, 1257, 1258, 1259) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford avec toutes les bâtisses dessus construites."

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-François-Xavier de West Shefford, à West Shefford, district de Bedford, MARDI, le SIX DÉCEMBRE, 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.
Bureau du Shérif,
Sweetsburg, Qué., 31 octobre 1949.
26032-44-2-o

[Première insertion: 5 novembre 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { BANQUE DE MONT-
N° 10-772 } REAL, corps politique
et incorporé, ayant sa principale place d'affaires
en les cité et district de Montréal, et une place
d'affaires à Sorel, dans le district de Richelieu,

bounded on the northwest by François Mercier, and on the southeast by Roland Pelchat, on the northeast by the front road, and on the southwest by the "trécaré" of said range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole actually subsists, with the active and passive servitudes, without any exception or reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Gédéon de Beauce on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, November 2, 1949.
26035-44-o

[First insertion: November 5, 1949]
[Second insertion: November 12, 1949]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada,
Province of Quebec,
District of St. Hyacinthe,
Magistrate's Court,
No. 11995
{ CIE D'ASS. CA-
NADIENNE
MERCANTILE
plaintiff; vs M. LAN-
QUETOT & FILS
LTÉE, defendant.

As belonging to the Defendant.

1. A certain parcel of land situate in the township of Shefford, within the limits of the Village of West Shefford and forming part of lot number twelve hundred and thirty-three (1233) of said township of Shefford, containing one half acre in area more or less and including a spring on the land adjoining said parcel of land and right of way and all privileges conceded to Z. S. Lawrence by deed registered under No. 31318 subject to the conditions contained in the said deed and with all the buildings on said parcel of land.

2. An immovable situate at West Shefford, known as number twelve hundred and forty-four, twelve hundred and forty-five, twelve hundred and forty-six, twelve hundred and forty-seven, twelve hundred and forty-eight, twelve hundred and forty-nine, twelve hundred and fifty, twelve hundred and fifty-one, twelve hundred and fifty-two, twelve hundred and fifty-two-A, twelve hundred and fifty-three, twelve hundred and fifty-seven, twelve hundred and fifty-eight, twelve hundred and fifty-nine, (1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1252A, 1253, 1257, 1258, 1259) on the official plan and in the book of reference for the township of Shefford—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of the Parish of St-François-Xavier of West Shefford, at West Shefford, district of Bedford, on TUESDAY, the SIXTH day of DECEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., October 31, 1949.
26032-44-2

[First insertion: November 5, 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court { THE BANK OF MONT-
No. 10-772 } REAL, a body politic
and corporate, having its head office in the city
and district of Montreal, and a branch in Sorel,
district of Richelieu, plaintiff, vs PIERRE

demanderesse, vs PIERRE BEAUDREAU et MAURICE BEAUDREAU, de Ste-Victoire, district de Richelieu, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Pierre Beaudreau:

Une terre située en la paroisse de Ste-Victoire, concession Nord Première Rivière du Pot au Beurre, formée des lots nos deux cent soixante-dix, deux cent soixante-et-onze et deux cent soixante-et-douze (270-271-272) du cadastre de la dite paroisse, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Victoire, comté et district de Richelieu, MERCREDI, le SEPT DECEMBRE 1949, à DEUX heures P.M.

Bureau du Shérif, Sorel, le 31 octobre 1949.
[Première insertion: le 5 novembre 1949]

Le Shérif,
R. PAQUIN.

BEAUDREAU and MAURICE BEAUDREAU, of Ste-Victoire, district of Richelieu, defendants.

As belonging to the defendant Pierre Beaudreau:

A farm situate in the parish of Ste-Victoire, First North Concession of "Rivière du Pot au Beurre", consisting of lots Nos. two hundred and seventy, two hundred and seventy-one and two hundred and seventy-two (270-271-272) on the official cadastre for said parish — with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Victoire, county and district of Richelieu, on WEDNESDAY, the SEVENTH of DECEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, October 31, 1949.
[First insertion: November 5, 1949]

R. PAQUIN,
Sheriff.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure, Rouyn
Canada, Province de Québec

District de Rouyn-Noranda, { THE MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA & CENTRAL MORTGAGE & HOUSING CORPORATION, demanderesse, vs; RAYMOND LESSARD, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Un emplacement de soixante (60) pieds de largeur composé:

a) de la partie ouest, mesurant trente pieds (30) de largeur sur toute la profondeur du lot de terre désigné sous le numéro treize cent quatre-vingt-sept (N° 1387) du bloc quarante-et-un (41 au cadastre officiel du canton de Rouyn; borné au nord par la rue Latulippe (1918) à l'est par le résidu dudit lot 1387, au sud par la ruelle (1919) et à l'ouest par le lot 1388; et

b) de la partie est mesurant trente pieds (30) de largeur sur toute la profondeur du lot de terre désigné sous le numéro treize cent quatre-vingt-huit (1388) du dit bloc quarante-et-un (41); borné au nord par la rue Latulippe, à l'est par le lot 1387, au sud par la ruelle et à l'est par le résidu dudit lot 1388; le tout, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église paroissiale de la paroisse de St-Joseph de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, le SEPTIEME jour de DÉCEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rouyn, ce 29 octobre 1949.
[Première insertion: 5 novembre 1949]

Le Shérif,
J. H. CHARBONNEAU.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Superior Court, Rouyn
Canada, Province of Quebec

District of Rouyn-Noranda, { THE MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA & CENTRAL MORTGAGE & HOUSING CORPORATION, plaintiffs; vs RAYMOND LESSARD, defendant.

As belonging to said defendant:

An emplacement of sixty (60) feet in width, composed of:

a) The west part, measuring thirty (30) feet in width by the whole depth of that lot of land designated under number thirteen hundred and eighty-seven (No. 1387) of Block forty-one (41) on the official cadastre for the township of Rouyn; bounded on the north by Latulippe Street (1918) on the east by the residue of said lot 1387, on the south by the lane (1919) and on the west by lot 1388; and

b) The east part, measuring thirty feet (30) in width by the whole depth of that lot of land designated under number thirteen hundred and eighty-eight (1388) of said Block forty-one (41); bounded on the north by Latulippe Street on the east by lot 1387, on the south by the lane and on the east by the residue of said lot 1388; the whole more or less;—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Joseph de Rouyn, district of Rouyn-Noranda, on the SEVENTH day of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rouyn, October 29, 1949.
[First insertion: November 5, 1949]

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Province de Québec, District de St-Hyacinthe, N° 11751 { CIE D'ASSURANCE CANADIENNE MERCANTILE, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son siège social et bureau d'affaires en les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs LUCIEN TARDIF, de Victoriaville, district d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

1. Un emplacement connu sous le no. trente-cinq au cadastre officiel du village de Beaulac,

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, No. 11751 { CIE D'ASSURANCE CANADIENNE MERCANTILE, body politic and incorporated, legally constituted, having its head office and place of business in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiff, vs LUCIEN TARDIF, of Victoriaville, district of Arthabaska, defendant.

As belonging to the said defendant:

1. A piece of ground known under the number thirty-five upon the official cadastral plan for the

avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées.

2. Un morceau de terre connu comme faisant partie du lot no. trente-six (P. 36) du cadastre officiel du village de Beaulac, mesurant trois pieds de largeur sur la rue Archambault, qui le borne en front par vingt et un pieds et demi de profondeur, formant une superficie de soixante-cinq pieds, borné du côté sud-est par le numéro trente-cinq, en arrière au sud-ouest et du côté nord-ouest par le résidu dudit numéro trente-six, avec circonstances et dépendances.

3. Une bâtisse mesurant environ dix pieds par vingt pieds, construite sur la partie nord du lot numéro trente-trois (P. nord 33) du cadastre officiel pour le village de Beaulac.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Charles Borromée de Garthby, (Beaulac), le DIX-NEUF NOVEMBRE 1949, à 10.30 hrs. a.m. (heure solaire).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, ce 6 octobre 1949. J. P. C. LEMIEUX.

25909-41-2-0

[Première insertion: 15 octobre 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistral, District de St-Hyacinthe. { NESTOR LAVI-
N° 11819. GNE, cultiva-
teur, de Saint-Simon
de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, demandeur
vs ROLLAND MARTEL, cultivateur et camion-
neur de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacin-
the, défendeur.

Saisies comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, étant le lot numéro deux cent vingt-six (226) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, ayant une superficie d'environ quarante-deux arpents, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres du rang Saint-Georges, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent vingt-cinq appartenant à Lucien Montmarquette, et du côté sud-est par le lot numéro deux cent vingt-sept appartenant à Dame Napoléon Blanchard. Avec bâtisses y dessus érigées.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, étant le lot numéro deux cent trente (230) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, de la contenance de deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, ayant une superficie d'environ quarante-deux arpents, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres du rang Saint-Georges, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent vingt-neuf appartenant à Emilien Blanchette, et du côté sud-est par le lot numéro deux cent trente-et-un appartenant à Robert Blanchette. Avec bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Liboire, comté de Bagot, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Hyacinthe, le 12 octobre 1949. RICHARD BOUSQUET.
25928-41-2-0
[Première insertion: 15 octobre 1949]

village of Beaulac, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, servitudes active and passive, apparent or occult attached thereto.

2. A piece of land known as being part of lot number thirty-six (P. 36) of the official cadastral plan for the village of Beaulac, measuring three feet in width on Archambault street, which bounds it in front by twenty-one feet and a half in depth, forming a superficies of sixty-five feet, bounded on the southeast side by the number thirty-five, in rear to the southwest and on the northwest side by the residue of said number thirty-six, with circumstances and dependencies.

3. A building measuring about ten feet by twenty feet, erected on the north part of lot number thirty-three (P. North 33), on the official cadastral plan for the village of Beaulac.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Charles Borromée de Garthby (Beaulac), on the NINETEENTH of NOVEMBER 1949, at 10.30 o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, October the 6th, 1949. Sheriff.

25909-41-2-0

[First insertion: October 15th, 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, District of St-Hyacinthe, { NESTOR LAVI-
No. 11819. GNE, farmer,
of Saint-Simon de
Bagot, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, vs
ROLLAND MARTEL, farmer and carter, of
Saint-Liboire, district of Saint-Hyacinthe, defend-
ant.

Seized as belonging to the defendant;

1. A farm situate in the parish of Saint-Liboire, in the Saint-Patrick range, being lot number two hundred and twenty-six (226) of the official cadastral for the parish of Saint-Liboire, county of Bagot, measuring two arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, having a superficial area of about forty-two arpents, bounded in front by the public road, in depth by the lands of the Saint-Georges range, on the northwest side by lot number two hundred and twenty-five, belonging to Lucien Montmarquette, and on the southeast side by lot number two hundred and twenty-seven belonging to Dame Napoléon Blanchard. With buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint-Liboire, in the Saint Patrick range, being lot number two hundred and thirty (230) of the official cadastral for the parish of Saint-Liboire, county of Bagot, measuring two arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, having a superficial area of about forty-two arpents, bounded in front by the public road, in depth by the lands of the Saint-Georges range, on the northwest side by lot number two hundred and twenty-nine belonging to Emilien Blanchette, and on the southeast side by lot number two hundred and thirty-one belonging to Robert Blanchette. With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Liboire, county of Bagot, on the NINETEENTH day of NOVEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD BOUSQUET,
St-Hyacinthe, October 12, 1949 Sheriff.
25928-41-2
[First insertion: October 15, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 44

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1197, section "A" — Industrie de la robe dans la province de Québec	2536
1197, section "B" — Industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec	2535
1197, section "D" — Epiciers-bouchers dans la cité de Joliette	2535
1198, section "A" — Industrie de la chaussure dans la Province	2538
1198, section "D" — Industrie de la broderie dans l'Île de Montréal	2540
1200 — Concernant certains actes administratifs du ministère de la Chasse et de la Pêche	2533

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2517	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2517
------	-------------------------------	------

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Compagnie de Biscuits Aetna Limitée — Aetna Biscuit Company, Limited (Directeurs)	2545
Coopérative d'Habitation d'East Angus, Inc. (Fondation)	2542
Crabtree Plastics Limited (Directeurs)	2542
Initiatives de Saint-Pacôme (Règlements)	2542
La Société des Hommes d'affaires de l'Est de Montréal (Directeurs)	2544
L'Édifice Colomb de Montmagny, Limitée (Directeurs)	2543
L'Union des Travailleurs du Bois de Mont-Laurier (Formation)	2542
Montreal Amateur Radio Club (Directeurs)	2543
Montreal Hum Luong Yea Tong Society (Eastern Headquarters) (Règlements)	2543
Quarter Century Club of National Breweries Limited (Changement de nom)	2544
Rouyn, cité de (Tirage d'obligations)	2543
St. Maurice Flying Services Limited (Directeurs)	2544
The Themis Club Incorporated (Directeurs)	2545
Unity Boys' Club (Directeurs)	2544

Compagnie de Biscuits Aetna Limitée — Aetna Biscuit Company, Limited (Directeurs)	2545
Coopérative d'Habitation d'East Angus, Inc. (Foundation)	2542
Crabtree Plastics Limited (Directeurs)	2542
Initiatives de Saint-Pacôme (By-Laws)	2542
La Société des Hommes d'affaires de l'Est de Montréal (Directeurs)	2544
L'Édifice Colomb de Montmagny, Limitée (Directeurs)	2543
L'Union des Travailleurs du Bois de Mont-Laurier (Formation)	2542
Montreal Amateur Radio Club (Directeurs)	2543
Montreal Hum Luong Yea Tong Society (Eastern Headquarters) (By-Laws)	2543
Quarter Century Club of National Breweries Limited (Change of name)	2544
Rouyn, city of (Drawing of bonds)	2543
St. Maurice Flying Services Limited (Directeurs)	2544
The Themis Club Incorporated (Directeurs)	2545
Unity Boys' Club (Directeurs)	2544

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Altan Holding, Limited	2546
Commercial Office Supplies Ltd.	2545
Daroth Trading Co.	2545
Leduc Automobiles Limited	2546
Paul's Limited	2546
Placements d'Après-Guerre, Ltée — Post War Investments, Ltd.	2546
St. Jérôme Golf and Country Club	2547

Altan Holding, Limited	2546
Commercial Office Supplies Ltd.	2545
Daroth Trading Co.	2545
Leduc Automobiles Limited	2546
Paul's Limited	2546
Placements d'Après-Guerre, Ltée — Post War Investments, Ltd.	2546
St. Jérôme Golf and Country Club	2547

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

Liste des commissions scolaires dont les obligations seront échangées	2547
---	------

List of School Commissions whose bonds or debentures will be exchanged	2547
--	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Île Perrot, syndics d'écoles de la commission scolaire protestante de	2548
Inverness, munic. scolaire de	2549

Île Perrot, Protestant Board of School Trustees of	2548
Inverness, school munic. of	2549

TERRES ET FORÊTS:

Ile Bizard, paroisse de. 2549

TRÉSOR:

Avis de rachat d'obligations. 2549

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit 2550

LETTRES PATENTES:

Alliance Advertising & Applied Arts Inc. 2518
 American Spring Manufacturers Ltd. 2519
 Bechard & Fortier Inc. 2519
 Charlesbourg, ville de 2550
 Citadel Realty Co. 2519
 Dakar Corp. 2520
 E. Beaudoin Inc. 2520
 Fraser Realty Co. 2520
 Gagnon and Thibault Ltd. 2520
 Hot Dogfritters Inc. 2521
 Hub Realty Co. Ltd. 2521
 J. J. Vickers Ltd. 2522
 La Pâtisserie Régionale Limitée. 2522
 Le Centre Social de Desbiens Inc. 2522
 Les Articles de Médecine Inc.— Medi-
 cal Use Supplies Inc. 2523
 Lucien Lamarre Limitée. 2523
 Marché Union Ltée 2523
 Masson Auto Electrique, Limitée 2524
 Masson Drive Yourself, Limited. 2524
 Noel Beauchamp & Charles Berger Cie
 Ltée — Noel Beauchamp & Charles
 Berger Co. Ltd. 2524
 Orpheum Building Ltd. 2525
 Progress Cleaners & Dyers Inc. 2525
 Schneider Garment Co. Ltd. 2525
 Sillery Auto Service Inc. 2526
 St. Lawrence Ceramics Ltd. 2526
 St. Michel Realities Inc. 2526
 Tailleurs Joly Inc.— (Joly Tailors Inc.) 2527
 The Laurentide Dairy Products Corpo-
 ration — La Corporation des Pro-
 duits Laitiers Laurentide 2527
 Turcotte Lumber Val d'Or Limited 2527
 Yale Holdings Ltd. 2528

LANDS AND FORESTS:

Ile Bizard, parish of. 2549

TREASURY:

Notice of redemption of bonds. 2549

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law. 2550

LETTERS PATENT:

Alliance Advertising & Applied Arts Inc. 2518
 American Spring Manufacturers Ltd. 2519
 Bechard & Fortier Inc. 2519
 Charlesbourg, town of. 2550
 Citadel Realty Co. 2519
 Dakar Corp. 2520
 E. Beaudoin Inc. 2520
 Fraser Realty Co. 2520
 Gagnon and Thibault Ltd. 2520
 Hot Dogfritters Inc. 2521
 Hub Realty Co. Ltd. 2521
 J. J. Vickers Ltd. 2522
 La Pâtisserie Régionale Limitée. 2522
 Le Centre Social de Desbiens Inc. 2522
 Les Articles de Médecine Inc.— Medi-
 cal Use Supplies Inc. 2523
 Lucien Lamarre Limitée 2523
 Marché Union Ltée 2523
 Masson Auto Electrique, Limitée 2524
 Masson Drive Yourself, Limited. 2524
 Noel Beauchamp & Charles Berger Cie
 Ltée — Noel Beauchamp & Charles
 Berger Co. Ltd. 2524
 Orpheum Building Ltd. 2525
 Progress Cleaners & Dyers Inc. 2525
 Schneider Garment Co. Ltd. 2525
 Sillery Auto Service Inc. 2526
 St. Lawrence Ceramics Ltd. 2526
 St. Michel Realities Inc. 2526
 Tailleurs Joly Inc.— (Joly Tailors Inc.) 2527
 The Laurentide Dairy Products Corpo-
 ration — La Corporation des Pro-
 duits Laitiers Laurentide 2527
 Turcotte Lumber Val d'Or Limited 2527
 Yale Holdings Ltd. 2528

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Aldo Restaurant Inc. 2528
 Autobus Saguenay, Limitée 2528
 Chardo Industries Limited — Les Indus-
 tries Chardo, Ltée 2528
 Gatineau Lumber & Builders Supply
 Ltd. 2529
 Hinda Inc. 2529
 La Compagnie C. A. Cayouette Limitée 2529
 Ladies' Auxiliary of the B. & S. Stein-
 house & Nachlas Zkeinim Inc.— (La-
 dies' Auxiliary of the B. & S. Stein-
 house & Home for the Aged Inc.) 2529
 L. Dupont Limitée. 2530
 L'Édifice Montmorency Limitée 2530
 Le Sanatorium St-Jean 2530
 Les Ateliers de St-Anselme Limitée. 2530
 Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd. 2531
 Paramount Fabrics Ltd. 2531
 Quincaillerie & Matériaux de Construc-
 tion Montréal-Sud Ltée — Montreal-
 Sud Hardware & Building Supplies
 Ltd. 2531
 Secrétariat des Syndicats Catholiques
 de Québec Inc. 2531
 Tyrol Sportswear Ltd. 2532

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Aldo Restaurant Inc. 2528
 Autobus Saguenay, Limitée 2528
 Chardo Industries Limited — Les Indus-
 tries Chardo, Ltée 2528
 Gatineau Lumber & Builders Supply
 Ltd. 2529
 Hinda Inc. 2529
 La Compagnie C. A. Cayouette Limitée 2529
 Ladies' Auxiliary of the B. & S. Stein-
 house & Nachlas Zkeinim Inc.— (La-
 dies' Auxiliary of the B. & S. Stein-
 house & Home for the Aged Inc.) 2529
 L. Dupont Limitée. 2530
 L'Édifice Montmorency Limitée 2530
 Le Sanatorium St-Jean 2530
 Les Ateliers de St-Anselme Limitée. 2530
 Montreal Floor & Wall Tile Co. Ltd. 2531
 Paramount Fabrics Ltd. 2531
 Quincaillerie & Matériaux de Construc-
 tion Montréal-Sud Ltée — Montreal-
 Sud Hardware & Building Supplies
 Ltd. 2531
 Secrétariat des Syndicats Catholiques
 de Québec Inc. 2531
 Tyrol Sportswear Ltd. 2532

United Store Equipment Inc.	2532	United Store Equipment Inc.	2532
Val Hughes Inc.	2532	Val Hughes Inc.	2532
Volcano (Service) Limitée — Volcano (Service) Limited	2532	Volcano (Service) Limitée — Volcano (Service) Limited	2532
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Cosmos (Quebec) Ltd.	2552	Cosmos (Quebec) Ltd.	2552
Hatchcraft Ltd. (Correction)	2552	Hatchcraft Ltd. (Correction)	2552
J. Beaudoin Ltée	2551	J. Beaudoin Ltée	2551
Standard Duplicators Limited.	2552	Standard Duplicators Limited.	2552
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Champagne, François	2552	Champagne, François	2552
Daneau, Jules-Edouard.	2553	Daneau, Jules-Edouard.	2553
Royal Construction Co.	2553	Royal Construction Co.	2553
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Lamothe, Elise	2554	Lamothe, Élise	2554
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Chicoutimi, cité de	2555	Chicoutimi, city of	2555
Lauzon, ville de	2556	Lauzon, town of	2556
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Croteau & Frères Limitée vs Leblond ..	2558	Croteau & Frères Limitée vs Leblond ..	2558
Mikolich vs Pinard	2557	Mikolich vs Pinard	2557
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Leroux, Henri	2558	Leroux, Henri	2558
BEAUCE:		BEAUCE:	
Boulangier vs Marquis.	2558	Boulangier vs Marquis.	2558
BEDFORD:		BEDFORD:	
Cie d'Assurance Canadienne Mercantile vs M. Lanquetot & Fils Ltée.	2559	Cie d'Assurance Canadienne Mercantile vs M. Lanquetot & Fils Ltée.	2559
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Banque de Montréal vs Beaudreau <i>et al</i>	2559	Bank of Montreal vs Beaudreau <i>et al</i> ...	2559
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
The Mutual Life Assurance Company of Canada <i>et al</i> vs Lessard	2560	The Mutual Life Assurance Company of Canada <i>et al</i> vs Lessard	2560
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Cie d'Assurance Canadienne Mercan- tile vs Tardif	2560	Cie d'Assurance Canadienne Mercan- tile vs Tardif	2560
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Lavigne vs Martel	2561	Lavigne vs Martel	2561
26056-o		26056-o	